

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1612

[C - 99/22440]

**19 AVRIL 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1919, qui est relatif à la réorganisation du Conseil supérieur d'Hygiène

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1919 qui est relatif à la réorganisation du Conseil supérieur d'Hygiène, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990, 20 juin 1994, 11 avril 1995 et 31 mai 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, alinéa premier, de l'arrêté royal du 14 septembre 1919 qui est relatif à la réorganisation du Conseil supérieur d'Hygiène, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1996, le mot « quatre-vingts » est remplacé par le mot « quatre-vingts-dix ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
M. COLLA

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1612

[C - 99/22440]

**19 APRIL 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1919 dat betrekking heeft op de reorganisatie van de Hoge Gezondheidsraad

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1919 dat betrekking heeft op de reorganisatie van de Hoge Gezondheidsraad, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 4 december 1990, 20 juni 1994, 11 april 1995 en 31 mei 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 14 september 1919 dat betrekking heeft op de reorganisatie van de Hoge Gezondheidsraad, gewijzigd door het koninklijk besluit van 31 mei 1996, wordt het woord « tachtig » vervangen door het woord « negentig ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
M. COLLA

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1613

[C - 99/00433]

**4 MAI 1999.** — Arrêté royal fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 15 juillet 1996, publiée au *Moniteur Belge* du 5 octobre 1996, a inséré un article 74/8, § 2, dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cet article donne compétence au Roi pour déterminer le régime et les règles de fonctionnement des centres fermés pour étrangers gérés par l'Office des étrangers.

Ces centres fermés ont été créés en vue d'accueillir certaines catégories d'étrangers pour une période maximale de huit mois. Il s'agit des étrangers faisant l'objet d'une décision de maintien sur la base des articles 74/5 ou 74/6 de la loi du 15 décembre 1980, d'une décision de détention sur la base des articles 7 ou 27 de la loi ou d'une décision de mise à la disposition du Gouvernement sur la base de l'article 25 de la loi.

Les lieux d'accueil peuvent être classés de la façon suivante :

1° Lieux d'accueil situés à la frontière ou lieux qui y sont assimilés, pour les demandeurs d'asile qui ont introduit leur demande à la frontière;

2° Lieux d'accueil pour les demandeurs d'asile déboutés, qui se sont vu délivrer un ordre de quitter le territoire exécutoire;

3° Lieux d'accueil pour les étrangers séjournant illégalement sur le territoire.

L'accueil s'organise toujours en fonction de l'organisation du rapatriement ou du refoulement de l'intéressé vers son pays d'origine ou vers un autre pays.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1613

[C - 99/00433]

**4 MEI 1999.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Bij de wet van 15 juli 1996, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 1996 werd in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een nieuw artikel 74/8, § 2 ingevoegd, waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt verleend om het regime en de werkingsmaatregelen te bepalen van de gesloten centra voor vreemdelingen beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken.

Deze gesloten centra zijn opgericht teneinde bepaalde categorieën van vreemdelingen -voor een maximale periode van acht maanden- op te vangen. Het gaat meer bepaald over de vreemdelingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot vasthouding overeenkomstig de artikelen 74/5 of 74/6 van de wet van 15 december 1980, van een beslissing tot opsluiting overeenkomstig de artikelen 7 of 27 of van een beslissing tot terbeschikkingstelling van de regering overeenkomstig het artikel 25.

De plaatsen van opvang kunnen als volgt worden ingedeeld :

1° Plaatsen van opvang gelegen in het grensgebied of daarmee gelijkgestelde plaatsen voor asielzoekers die hun aanvraag aan de grens hebben gedaan;

2° Plaatsen van opvang voor uitgeprocedeerde asielzoekers, zijnde de asielzoekers die een uitvoerbaar bevel tot verlaten van het grondgebied hebben verkregen;

3° Plaatsen van opvang voor vreemdelingen die illegaal verblijven op het grondgebied.

Dergelijke opvang geschiedt steeds in functie van de organisatie van de repatriëring of de terugdrijving van de betrokkene naar het land van herkomst of een ander land.

Il est à noter que l'Office des étrangers dispose également de lieux d'accueil situés à la frontière pour les étrangers ne remplissant pas les conditions requises pour l'entrée sur le territoire. Il s'agit du centre INAD (passagers inadmissibles). Le présent arrêté ne s'applique pas à ce centre.

Il est en effet prévu de concevoir une réglementation distincte à ce sujet.

Un premier projet d'arrêté a été présenté au Conseil d'Etat. La présente version a été adaptée en fonction des remarques de celui-ci. Il en résulte un texte plus détaillé, une insistance sur les droits fondamentaux des occupants dans le centre et une série de mesures destinées à garantir ces droits. En ce qui concerne certains points, l'avis du Conseil d'Etat n'a pas été entièrement suivi. Vous en trouverez la motivation dans le commentaire par article, aux passages concernés. Cela concerne surtout les exigences du Conseil d'Etat en matière de vie privée des occupants dans le centre. Le concept de base des centres est fondé sur l'idée de la vie en groupe plutôt que d'un régime individuel. Cela favorise d'une part les contacts mutuels entre les occupants qui se trouvent dans la même situation difficile, ce qui est de nature à les aider psychologiquement, mais limite d'autre part les possibilités d'entretenir une vie privée.

Quant aux remarques relatives à une procédure de plainte, il est à préciser que les occupants peuvent toujours formuler leurs plaintes par écrit auprès du directeur de centre et du Directeur général de l'Office des étrangers ou peuvent entamer à ce sujet une procédure judiciaire auprès du tribunal compétent via leur avocat.

La réglementation proposée est basée d'une part sur les règles existantes sur les centres fermés et, d'autre part, sur la réglementation régissant le fonctionnement des établissements pénitentiaires. A ce sujet, le principe de base, rappelé par le Conseil d'Etat, selon lequel les règles des centres ne peuvent être plus strictes que celles des établissements pénitentiaires, a toujours été gardé à l'esprit.

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à donner exécution à la disposition légale précitée.

#### COMMENTAIRE PAR ARTICLE

##### Articles 1-4

Ces articles contiennent les dispositions introductives. Chaque directeur de centre devra préciser les dispositions formulées par le présent arrêté en termes généraux dans un règlement d'ordre intérieur. Il devra, pour ce faire, tenir compte des spécificités du centre en question (catégorie d'occupants, possibilités offertes par l'infrastructure...).

Ce règlement est applicable à tous les centres gérés par l'Office des étrangers, à l'exception des lieux d'accueil situés à la frontière pour les étrangers ne remplissant pas les conditions requises pour l'entrée sur le territoire, soit le centre INAD susmentionné.

En ce qui concerne ce centre, l'adoption d'un arrêté royal distinct sera nécessaire en raison de sa spécificité et de son infrastructure fondamentalement différente des autres centres.

Les catégories d'étrangers décrites à l'article 4 de l'arrêté ont d'ores et déjà été précisées au début du présent rapport.

##### Articles 5-8

Ces articles prévoient, en termes généraux, les droits et devoirs fondamentaux des occupants et du personnel. Ces droits et devoirs seront précisés au fil du texte.

##### Articles 9-16

Ces articles traitent des règles applicables à l'arrivée de l'occupant dans le centre. La fouille et le contrôle des objets dangereux et interdits est effectuée en vue de la protection et de la sécurité des autres occupants et du personnel du centre. Des garanties suffisantes sont prévues en faveur de l'intéressé (la fouille ne peut être effectuée que par un membre du personnel du même sexe, certains objets seront mis en dépôt...).

L'examen médical constitue une mesure préventive pour préserver le centre de toute maladie et y conserver la meilleure hygiène.

Il est ouvert un dossier administratif pour chaque nouvel occupant. L'intéressé est informé de sa situation (juridique) et des démarches à accomplir qu'il peut entreprendre. Il lui est permis de téléphoner durant dix minutes au minimum. Cette règle peut être interprétée de manière flexible à la condition que cela soit dans l'intérêt de l'occupant. Au cours de cette première phase, il s'agit de garanties importantes pour l'intéressé.

Men dient op te merken dat de Dienst Vreemdelingenzaken tevens beschikt over plaatsen van opvang gelegen in het grensgebied voor vreemdelingen die niet voldoen aan de vereiste voorwaarden om het grondgebied binnen te komen. Het gaat hier over het zogenaamde INAD-centrum (inadmissible passagers). Dit besluit is hierop niet van toepassing.

Het is de bedoeling voor dit centrum een aparte reglementering op te stellen.

Een eerste ontwerp van besluit werd voorgelegd aan de Raad van State. Deze versie is aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State. Dit resulteerde in een meer gedetailleerde tekst, een nadruk op de fundamentele rechten van de bewoners in het centrum en een reeks van maatregelen die deze moeten waarborgen. Op bepaalde punten werd het advies van de Raad van State niet helemaal gevolgd. In de artikelsgewijze bespreking van de betreffende passages wordt dit gemotiveerd. Het gaat hier vooral over de eisen van de Raad van State betreffende de privacy van de bewoners in het centrum. Het basisconcept van de centra is geënt op het idee van het werken met leefgroepen in plaats van het individuele regime. Dit bevordert enerzijds de onderlinge contacten van de verschillende bewoners in dezelfde moeilijke situatie, wat psychologisch een hulp kan betekenen, doch beperkt anderzijds wel de mogelijkheden van privacy.

Betreffende de opmerkingen over de klachtenprocedure, dient gesteld te worden dat de bewoners deze steeds schriftelijk kunnen formuleren tegen de centrumdirecteur en de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken of via hun advocaat hierover een rechtszaak kunnen starten.

De voorgestelde reglementering is gebaseerd op enerzijds de reeds bestaande regels voor de gesloten centra en anderzijds de regels van de penitentiaire instellingen. Hierbij werd steeds het basisprincipe, geponeerd door de Raad van State, voor ogen gehouden, dat stelt dat de regels van de centra nooit strenger mogen zijn dan die van de gevangenis.

Dit ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe aan deze wettelijke bepaling uitvoering te geven.

#### ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

##### Artikelen 1-4

Deze artikelen bevatten de inleidende bepalingen. Elke centrumdirecteur zal de algemene bepalingen als verwoord in dit besluit dienen te preciseren in een huishoudelijk reglement. Er zal hierbij rekening dienen gehouden te worden met de specifieke kenmerken van het centrum in kwestie (categorie van bewoners, infrastructurele mogelijkheden,...).

Dit reglement is van toepassing op alle centra beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, behalve de plaatsen van opvang gelegen in het grensgebied voor vreemdelingen die niet voldoen aan de vereiste voorwaarden om het grondgebied binnen te komen, het zogenaamde Inad-centrum.

Voor dit centrum zal er — omwille van de eigenheid ervan en de fundamentele infrastructurele verschillen ten aanzien van de andere centra — een aangepast koninklijk besluit worden geconcipeerd.

De categorieën van vreemdelingen als beschreven in het artikel 4 werden reeds in het begin van dit verslag verduidelijkt.

##### Artikelen 5-8

Deze artikelen bevatten in algemene termen enkele fundamentele rechten en plichten van zowel de bewoners als het personeel. Deze rechten en plichten zullen in de loop van de tekst concreter ingevuld worden.

##### Artikelen 9-16

Deze artikelen behandelen de regels die gelden bij de aankomst van de bewoner in het centrum. De fouillering en de controle op gevaarlijke en verboden voorwerpen gebeuren ter bescherming van de veiligheid van de andere bewoners en het centrumpersoneel. Er worden hierbij voldoende waarborgen voorzien voor de betrokken vreemdeling (fouillering door personeelslid van het zelfde geslacht, bewaargeving van bepaalde voorwerpen,...).

Het medisch onderzoek is een preventieve maatregel om het centrum vrij te houden van ziektes en de hygiëne te vrijwaren.

Voor elke nieuwe bewoner wordt er een administratief dossier geopend. De betrokkene wordt geïnformeerd over zijn (juridische) toestand en de mogelijke stappen die hij daartegen kan ondernemen en wordt in de mogelijkheid gesteld gedurende minimum tien minuten te telefoneren. Deze regel kan -weliswaar enkel in het belang van de bewoner- flexibeler worden ingevuld. Dit zijn in deze fase belangrijke waarborgen in hoofde van de bewoner.

La possibilité de prendre des empreintes digitales est basée sur l'article 51/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et est entièrement soumise à cette disposition.

Il est à remarquer que le présent arrêté attache une grande importance à la transparence de la réglementation du centre vis-à-vis des occupants mais également vis-à-vis des tiers (visiteurs, ONG...) qui entrent dans le centre.

#### Articles 17-25

Ces articles contiennent des dispositions relatives à la correspondance et à l'usage du téléphone dans le centre. La correspondance est un droit en principe illimité. Le centre accorde par ailleurs aux occupants, si nécessaire, les moyens et l'assistance requis à ce sujet.

Afin de préserver la sécurité dans le centre, chaque courrier entrant et chaque colis postal sont contrôlés afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas d'objets dangereux ou interdits. Le droit au respect de la vie privée du destinataire interdit cependant au personnel de prendre connaissance du contenu des lettres. L'article 20 définit une exception importante qui doit être interprétée le plus strictement possible. Les conditions renvoient aux dispositions de l'article 8 de la Convention pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les garanties de l'occupant sont doubles : d'une part, seul le directeur du centre peut prendre connaissance du contenu de la correspondance et d'autre part, l'occupant concerné doit toujours être présent à cette occasion. Si le directeur de centre décide de ne pas envoyer la correspondance ou de ne pas la remettre au destinataire, il doit en informer le Ministre, ce qui constitue une garantie supplémentaire. En tant que supérieur hiérarchique, ce dernier peut alors à tout moment annuler une décision aussi radicale.

Pendant la journée, les occupants ont le droit d'utiliser le téléphone pendant les horaires définis par le présent arrêté et suivant les modalités pratiques définies dans le règlement d'ordre intérieur. Ils ne peuvent pas être appelés, sauf par leur avocat. Ce dernier peut entrer à tout moment en contact avec eux. Ce principe découle du droit de la défense. Toute forme d'abus pourra toutefois faire l'objet d'une plainte auprès du Bâtonnier du barreau duquel l'avocat concerné relève.

#### Articles 26-28

Ces articles contiennent les dispositions générales relatives à la visite de tiers à un occupant du centre ou au centre même. Il est important que les visiteurs puissent faire valoir leur identité de manière acceptable. Dans la pratique, ceci pose parfois problème pour les étrangers illégaux tolérés sur le territoire qui viennent rendre visite à un membre de leur famille.

Ils seront fouillés pour des raisons de sécurité et leurs bagages éventuels seront contrôlés afin de détecter des objets dangereux ou interdits. Pour des raisons de protection de la vie privée, la fouille doit être pratiquée par un membre du personnel du même sexe que l'occupant. Si le visiteur n'est pas d'accord avec ces règles, l'accès au centre lui est refusé.

La réglementation relative aux visites comporte deux grands volets : d'une part la visite aux occupants et d'autre part la visite au centre même.

#### Articles 29-38

La réglementation concernant la visite aux occupants se divise en trois catégories : premièrement, les règles applicables aux avocats, aux représentants diplomatiques ou consulaires et aux membres des pouvoirs exécutif et judiciaire; deuxièmement, les règles applicables aux membres de la famille; troisièmement, les règles applicables aux personnes de la catégorie restante.

Lors de la visite, le personnel du centre s'efforce généralement de préserver un équilibre acceptable entre les impératifs de confidentialité et de sécurité. Le degré d'intimité autorisé dépend du visiteur.

Sous certaines conditions qui doivent être interprétées strictement et que décrit l'article 31, le directeur de centre peut prendre des sanctions à l'encontre du visiteur. Ceci peut aller jusqu'à la suppression de facto du droit de visite. A l'égard des avocats, une mesure adaptée est prévue. Le fait que le directeur de centre doit informer le Ministre de ces faits offre une garantie supplémentaire aux intéressés.

De mogelijkheid van het nemen van vingerafdrukken is gebaseerd op het artikel 51/3, § 2, van de wet van 15 december 1980 en valt volledig onder deze bepaling.

U merke op dat er in dit besluit tevens een groot belang gehecht wordt aan de transparantie van de regels van het centrum naar enerzijds de bewoners toe, doch anderzijds ook naar derden (bezoekers-N.G.O.'s-...) die het centrum betreden.

#### Artikelen 17-25

Deze artikelen bevatten de bepalingen betreffende het voeren van briefwisseling en het telefoongebruik in het centrum. Het voeren van briefwisseling is een recht dat in beginsel onbepaald is. Het centrum verleent de bewoners hiervoor -indien gewenst- de nodige middelen en bijstand.

Voor de veiligheid binnen het centrum wordt elke binnenkomende brief en elk postpakket gecontroleerd op gevaarlijke en verboden voorwerpen. Het recht op privacy van de geadresseerde verbiedt het personeel echter kennis te nemen van de inhoud van de brieven. Het artikel 20 bepaalt hier een belangrijke uitzondering op die uiterst strikt dient te worden geïnterpreteerd. De voorwaarden verwijzen naar de bepalingen van het artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. De waarborgen van de bewoner zijn hierbij tweeledig : enerzijds kan enkel de centrumdirecteur kennis nemen van de inhoud van de briefwisseling en anderzijds dient de betrokken bewoner steeds hierbij aanwezig te zijn. Indien de centrumdirecteur beslist de briefwisseling niet door te sturen of af te geven aan de geadresseerde moet hij de Minister hiervan zelfs op de hoogte brengen, wat wederom een bijkomende waarborg inhoudt. Deze laatste kan dan namelijk te allen tijde dergelijke ingrijpende beslissing, als hiërarchische hogere, ongedaan maken.

De bewoners hebben het recht gedurende de dag, op de tijdstippen bepaald door dit besluit en volgens de praktische modaliteiten bepaald in het huishoudelijk reglement gebruik te maken van de telefoon. Zij kunnen zelf door niemand opgebeld worden, tenzij door hun advocaat. Deze laatste kan op om het even welk moment met hen in contact treden. Dit is een uitloper van het recht op verdediging. Elke vorm van misbruik zal echter kunnen aangeklaagd worden bij de Stafhouder van de balie waaronder de betrokken advocaat ressorteert.

#### Artikelen 26-28

Deze artikelen bevatten de algemene bepalingen betreffende het bezoek van derden aan een bewoner van het centrum of aan het centrum zelf. Het is belangrijk dat de bezoekers zich op een aanvaardbare manier kunnen identificeren. Dit geeft in de praktijk soms problemen voor de categorie van de op het grondgebied gedoogde illegale vreemdelingen die een familielid in het centrum komen bezoeken.

Zij zullen om veiligheidsredenen gefouilleerd worden en de eventuele bagage zal gecontroleerd worden op gevaarlijke en verboden voorwerpen. Om redenen van privacy dient de fouillering te gebeuren door een personeelslid van hetzelfde geslacht als de bewoner. Indien de bezoeker het niet eens is met deze voorschriften, wordt hem de toegang tot het centrum geweigerd.

De reglementering betreffende het bezoek bevat twee grote onderdelen : ten eerste het bezoek aan de bewoners en anderzijds het bezoek aan het centrum zelf.

#### Artikelen 29-38

De reglementering betreffende het bezoek aan de bewoners wordt onderverdeeld in drie categorieën : ten eerste de regels toepasselijk op de advocaten, de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers en de leden van de uitvoerende en rechterlijke macht, ten tweede de familieleden en ten derde de restcategorie.

Algemeen tracht het centrumpersoneel bij het bezoek een aanvaardbaar evenwicht te vinden tussen de eisen van de privacy en de eisen van de veiligheid. De mate van de toegestane privacy hangt af van de bezoeker.

Onder bepaalde, strikt te interpreteren, voorwaarden als beschreven in het artikel 31 kan de centrumdirecteur sancties nemen ten aanzien van de bezoeker. Dit kan ertoe leiden dat het recht op bezoek de facto wordt uitgehold. Ten aanzien van de advocaten is er een aangepaste maatregel voorzien. Het feit dat de centrumdirecteur de Minister hiervan moet op de hoogte brengen, geeft een bijkomende waarborg aan de betrokkenen.

Les avocats et les représentants diplomatiques ou consulaires ont la possibilité de rendre visite à leur client/ressortissant à tout moment de la journée. Une visite en dehors des heures fixées par le présent arrêté ne peut donner lieu à des abus. Ceux-ci seront toujours signalés au Bâtonnier du barreau duquel l'avocat relève ou au représentant diplomatique ou consulaire.

Par contre, la visite des membres de la famille ne peut se dérouler que durant les heures prévues par le règlement d'ordre intérieur. Certains membres de la famille ont un droit de visite, d'autres sont considérés comme faisant partie de la catégorie restante et doivent toujours demander une autorisation de visite.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités nécessaires afin que chaque occupant puisse recevoir de la visite de manière normale.

Le centre situé dans la zone de transit de l'aéroport de Zaventem doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans la zone aéroportuaire. Ceci a pour conséquence que les membres de la famille des occupants de ce centre n'ont pas de droit de visite et ne se verront délivrer aucune autorisation de visite.

La catégorie restante ne jouit pas du droit de visite et devra demander une autorisation auprès du directeur du centre concerné.

#### Articles 39-46

Les personnes souhaitant visiter le centre même doivent toujours être en possession d'une autorisation du directeur du centre concerné. Les membres du Parlement et les autorités et organismes déterminés limitativement possèdent ce droit. Les organismes énumérés possèdent ce droit en raison de l'importance de leur rôle dans la matière des étrangers. Le Ministre peut toujours compléter leur liste.

Le directeur de centre peut, dans les cas individuels particuliers prévus à l'article 42, prendre une mesure limitant ce droit. La garantie des intéressés découle du fait que le directeur de centre doit informer le Ministre de cette mesure.

#### Articles 47-52

Ces articles concernent les aspects philosophique et religieux de la vie des occupants dans le centre. Etant donné le droit fondamental de libre choix du culte en Belgique, le centre offre une assistance morale et religieuse aussi étendue que possible aux occupants qui ont fait part de leur appartenance à une religion et souhaitent la pratiquer.

Le Ministre ou son délégué doit toujours approuver les ministres du culte proposés par les organes religieux officiels.

#### Articles 53-62

Ces articles concernent l'assistance médicale au sein du centre. Les occupants ont droit à des soins médicaux adéquats dans le centre. Ceci présuppose un service médical bien équipé qui soit toujours accessible, aux heures normales et pour les urgences. La liberté de choix du médecin par l'occupant est toujours garantie. La consultation et le traitement éventuel sont dans ce cas entièrement à la charge de celui-ci.

Outre la santé individuelle des occupants, le service médical est également responsable de la santé globale du centre.

Les occupants placés en isolation sont également suivis de près par le service médical.

#### Articles 63-70

Ces articles concernent le service social du centre. Ce service s'efforce de faire clairement comprendre à l'occupant quelle est sa situation, de l'informer et de l'accompagner dans les procédures administratives. Il prépare éventuellement l'intéressé à un rapatriement.

De leur côté, les éducateurs s'efforcent de favoriser le développement personnel des occupants et organisent dans ce cadre toutes sortes d'activités. Quelques activités sont destinées à intéresser les occupants à certains domaines qui pourront leur être utiles une fois de retour dans leur pays.

Les organisations non gouvernementales peuvent organiser des activités déterminées au bénéfice des occupants du centre, dans les conditions énumérées à l'article 69.

#### Articles 71-76

Ces articles contiennent les règles de base relatives au bien-être matériel et à l'hygiène des occupants. Elles leur donnent les garanties nécessaires en matière de qualité de l'infrastructure, plus précisément en ce qui concerne la température, l'aération et la sécurité.

De advocaten en de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers hebben de mogelijkheid hun cliënt/onderdaan op elk moment van de dag te bezoeken. Een bezoek buiten de in het besluit bepaalde uren mag echter niet leiden tot misbruiken. Deze zullen steeds gemeld worden aan de Stafhouder van de balie waaronder de advocaat ressorteert of de diplomatieke of consulaire verantwoordelijke.

De familieleden daarentegen kunnen enkel op bezoek komen binnen de uren bepaald in het huishoudelijk reglement. Bepaalde familieleden hebben een recht op bezoek, andere vallen onder de bovengenoemde restcategorie en dienen steeds een machtiging voor het bezoek aan te vragen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de nodige modaliteiten, opdat iedere bewoner zijn bezoek op een normale manier kan ontvangen.

Het centrum dat gelegen is in de transitzone van de luchthaven van Zaventem, dient zich te houden aan de aldaar geldende veiligheidsregels voor de luchthaven. Dit heeft tot gevolg dat de familieleden van de bewoners in dit centrum geen recht op bezoek hebben en er hier ook geen machtigingen tot bezoek zullen worden afgeleverd.

De restcategorie heeft geen recht op bezoek en zal derhalve een machtiging hiervoor dienen aan te vragen bij de centrumdirecteur van het betrokken centrum.

#### Artikelen 39-46

De personen die het centrum zelf wensen te bezoeken dienen steeds in het bezit te zijn van een toelating van de centrumdirecteur van het betrokken centrum. Parlementsleden en de limitatief bepaalde overheden en instellingen hebben het recht om dit te doen. De opgesomde instellingen hebben dit recht omwille van de belangrijke rol die zij spelen in de vreemdelingenmaterie. De Minister kan steeds deze lijst aanvullen.

De centrumdirecteur kan in uitzonderlijke individuele gevallen bepaald in het artikel 42 een maatregel nemen die dit recht beperkt. De waarborg van de betrokkenen hierbij vloeit voort uit het feit dat de centrumdirecteur de Minister hiervan dient op de hoogte te brengen.

#### Artikelen 47-52

Deze artikelen omkaderen de morele en religieuze beleving van de bewoners in het centrum. Gelet op het fundamenteel recht op vrije keuze van godsdienst in België, biedt het centrum een zo breed mogelijke morele en religieuze bijstand aan de bewoners die hun religie hebben te kennen gegeven en deze wensen te praktiseren.

De Minister of zijn gemachtigde dient steeds zijn goedkeuring te hechten aan de door het officieel orgaan van de eredienst voorgedragen bijstandsverleners.

#### Artikelen 53-62

Deze artikelen omkaderen de medische verzorging binnen het centrum. De bewoners hebben het recht op een adequate medische verzorging binnen het centrum. Dit behelst een goed uitgeruste medische dienst, die op normale tijdstippen en daarbuiten in dringende gevallen steeds toegankelijk is. De vrije keuze van een arts wordt tevens gegarandeerd. De consultatie en eventuele behandeling zijn in dergelijk geval wel volledig ten laste van de bewoner.

De medische dienst staat naast de individuele gezondheid van de bewoners tevens in voor de algemene gezondheid van het centrum.

De bewoners in afzondering worden tevens van dichtbij door de medische dienst gevolgd.

#### Artikelen 63-70

Deze artikelen omkaderen de sociale dienst van het centrum. Deze dienst tracht de bewoner zijn situatie duidelijk te maken en hem te informeren over en te begeleiden bij de komende administratieve procedures. Zij bereiden de betrokkene eventueel voor op een repatriëring.

De opvoeders daarentegen trachten dan weer de algemene ontwikkeling van de bewoners te bevorderen en organiseren in dit kader allerlei activiteiten. Sommige activiteiten zijn er echt op gericht de bewoners op een bepaald domein te vormen, wat hen in hun thuisland dan weer ten goede kan komen.

Niet-gouvernementele organisaties kunnen onder de voorwaarden gesteld in het artikel 69 bepaalde activiteiten ontplooiën ten voordele van de bewoners van het centrum.

#### Artikelen 71-76

Deze artikelen bevatten de basisregels betreffende het materieel welzijn en de hygiëne van de bewoners. Ze geven hen de nodige garanties betreffende de kwaliteit van de infrastructuur, meer bepaald met betrekking tot temperatuur, verluchting en veiligheid.

Ensuite, quelques droits et devoirs sont définis en matière d'hygiène dans le centre et d'hygiène personnelle.

Enfin, les règles relatives à l'alimentation sont mentionnées. Il est à tout moment tenu compte des contraintes médicales et religieuses à ce sujet.

#### Articles 77-80

Ces articles décrivent les règles de base concernant la vie dans les centres. Il est difficile d'en donner une description détaillée vu les différences structurelles qui existent entre les différents centres. Les règles concrètes seront dès lors traitées par le règlement d'ordre intérieur de chaque centre.

Les occupants ont notamment le droit de se promener à l'extérieur au moins deux heures par jour. Tous les centres encouragent cela étant donné l'importance des activités physiques pour la santé des occupants. Les exceptions à ce droit sont décrites de manière limitative à l'article 78.

La vie au sein du centre est caractérisée par un régime de groupe. Au contraire des prisons, il n'existe donc pas de régime cellulaire individuel. Les occupants des deux sexes ne peuvent en principe pas être séparés. Le présent arrêté précise cependant qu'une séparation devra être effectuée dans les dortoirs et dans les sanitaires. La raison découle du droit à la vie privée.

Le fait d'opter pour un régime de groupe dans les centres a nécessairement une influence sur la vie privée des individus. Ce régime vise à favoriser les contacts entre personnes se trouvant dans la même situation, ce qui constitue une aide psychologique importante pour la plupart des occupants.

Chaque centre est dans ce cadre, sur la base de l'article 79, obligé, dans la mesure où son infrastructure le permet, d'accéder aux demandes des occupants liées à leur vie privée. Nous pensons ici aux locaux où des visites individuelles peuvent s'effectuer, à la mise à disposition de chambres individuelles où certains occupants pourront, à leur demande, être hébergés durant quelques heures, aux pièces prévues pour célébrer le culte...

Les nouveaux centres s'éloignent de plus en plus du régime de groupe et des chambres individuelles y sont prévues.

Le présent arrêté prévoit, dans son article 80, quelques exceptions à l'adoption du régime de groupe. Ces exceptions sont inspirées d'une part par des motifs d'ordre pratique (l'état médical, l'accompagnement en vue de l'éloignement, le danger pour la communauté...), d'autre part, par des raisons propres à certaines catégories d'occupants (familles, personnes malades...) et enfin par des raisons d'ordre disciplinaire.

#### Articles 81-88

Ces articles énoncent en termes généraux les obligations des occupants dans le centre. La portée de chacune de ces obligations sera spécifiée par le règlement d'ordre intérieur de chaque centre.

Les obligations imposées aux occupants visent à leur permettre un mode de vie normal dans le centre.

#### Articles 89-95

Ces articles énoncent les comportements pouvant être sanctionnés (article 89) et les sanctions qui pourront être concrètement infligées (articles 90-91). Il s'agit d'une garantie importante pour les occupants. En outre, les sanctions ne pourront en principe être déterminées que par le directeur du centre et la durée en est limitée, ce qui constitue également des garanties importantes.

Il y a une gradation dans la sévérité des sanctions prévues qui correspondent aux gradations existantes en matière de comportements prohibés.

La sanction la plus importante est le placement d'une personne en isolement. Le directeur du centre a, à cet effet, un devoir d'information et d'écoute vis-à-vis de l'occupant sanctionné. A côté des garanties au niveau de l'infrastructure, l'occupant isolé doit être suivi quotidiennement par un membre du service médical.

#### Article 96

Cet article énonce les mesures de contrainte qui peuvent être utilisées contre un occupant du centre. Ces mesures ont pour but de contrôler les occupants qui mettraient en danger, d'une manière ou d'une autre, les autres occupants, les membres du personnel ou le centre. Elles sont énoncées limitativement et différent en intensité.

La nature de la mesure de contrainte devant être utilisée dans un cas concret dépend du comportement de l'occupant en question.

Daarnaast worden er enkele rechten en plichten bepaald betreffende de hygiëne in het centrum en de persoonlijke hygiëne.

Tot slot worden de voedingsregels vermeld. Er wordt in het centrum te allen tijde rekening gehouden met de religieuze en medische voorschriften betreffende het voedsel.

#### Artikelen 77-80

De artikelen beschrijven de basisregels betreffende de leefregels in de centra. Het is moeilijk om hiervan een zeer gedetailleerde beschrijving te geven, daar er duidelijke infrastructurele verschillen zijn tussen de verschillende centra. Concrete regels hierover zullen derhalve in het huishoudelijk reglement behandeld worden.

De bewoners hebben het recht om dagelijks twee uur in de buitenlucht te gaan. Dit wordt in alle centra aangemoedigd, daar het belangrijk is voor de gezondheid van de bewoners. De uitzonderingen hierop worden limitatief omschreven in het artikel 78.

Het leven in de centra wordt gekenmerkt door het groepsregime. In tegenstelling tot de gevangenis bestaat er dus geen individueel celregime. De beide geslachten moeten in principe niet gescheiden worden. Dit besluit verduidelijkt hierbij echter wel dat een scheiding verplicht dient doorgevoerd te worden in de slaapzalen en bij de sanitaire aangelegenheden. De reden hiervan ligt in het recht op privacy.

Het feit van het opteren voor een groepsregime in de centra heeft onmiskenbaar zijn invloed op de privacy van het individu. Het groepsregime tracht de contacten tussen mensen in een zelfde situatie te bevorderen, wat een belangrijke psychologische hulp voor de meeste van de bewoners betekent.

Elk centrum wordt in dit kader op basis van het artikel 79 verplicht om in de mate dat de infrastructuur het toelaat- tegemoet te komen aan de privacyeisen van de bewoners. Wij denken hierbij aan de lokalen waar een individueel bezoek kan doorgaan, de bouw van individuele kamers waar bepaalde bewoners op hun vraag enkele uren apart kunnen ondergebracht worden, de speciaal ingerichte vertrekken om de godsdienst te belijden, ...

In de nieuwe centra wordt er meer afgestapt van het groepsregime en worden er tevens om redenen van privacy individuele kamers voorzien.

Dit besluit voorziet ook in het artikel 80 enkele uitzonderingen op de basisoptie van het groepsregime. Deze uitzonderingen zijn ingegeven door ten eerste praktische motieven (medische toestand, begeleiding bij repatriëring, gevaar voor de leefgroep), ten tweede specifieke noden van bepaalde categorieën van bewoners (gezinnen, zieke personen) en ten derde motieven van tuchtrechtelijke aard.

#### Artikelen 81-88

Deze artikelen bepalen in algemene termen de verplichtingen van de bewoners in het centrum. De draagwijdte van elk van deze plichten zal in het huishoudelijk reglement van elk centrum worden gespecificeerd.

De plichten verwoorden de eisen die aan de bewoners dienen gesteld te worden teneinde een normale gang van zaken binnen het centrum te bekomen.

#### Artikelen 89-95

Deze artikelen bepalen welke gedragingen kunnen gesanctioneerd worden (artikel 89) en wat de concrete sancties kunnen zijn (artikelen 90-91). Dit houdt een belangrijke waarborg in voor de bewoners. Daarnaast dienen de sancties in beginsel opgelegd te worden door de centrumdirecteur en wordt de duur ervan beperkt, wat ook belangrijke waarborgen vormen.

Er is een duidelijke gradatie in het gamma van sancties dat overeenstemt met de aangegeven gradaties in het verboden gedrag.

De meest verregaande sanctie is de plaatsing in de afzonderingsruimte. De centrumdirecteur heeft hierbij een informatieplicht en een hoorplicht jegens de gesanctioneerde bewoner. Naast de infrastructurele waarborgen, dient de bewoner in afzondering dagelijks opgevolgd te worden door een lid van het medisch team.

#### Artikel 96

Dit artikel bepaalt de dwangmaatregelen die kunnen gebruikt worden tegen de bewoners in het centrum. Deze dwangmiddelen zijn manieren om controle te krijgen over bewoners die andere bewoners, personeelsleden of het centrum op een of andere manier in gevaar brengen. Zij zijn limitatief bepaald en verschillend in intensiteit.

De aard van het in een concreet geval te gebruiken dwangmiddel hangt af van het concreet gestelde gedrag van de bewoner in kwestie.

Toute mesure coercitive est par définition temporaire, plus précisément jusqu'à ce que l'occupant en question soit sous contrôle.

Dans le cas où le comportement de l'occupant concerné ne peut être maîtrisé de manière permanente, celui-ci peut toujours être transféré vers un autre établissement mieux adapté (article 97). Il peut éventuellement s'agir d'un établissement pénitentiaire.

#### Articles 98-110

Ces articles définissent les règles fondamentales relatives à la sécurité dans le centre et à leur application dans des situations de risque déterminées (évasion, risque de suicide, incendie, alerte à la bombe). Ces règles de base doivent être spécifiées dans le règlement d'ordre intérieur de chaque centre.

#### Articles 111-119

Les articles 111 et 112 fixent quelques garanties pour les occupants qui vont être éloignés ou mis en liberté. Les articles 113 à 119 fixent la procédure administrative à suivre en cas de naissance ou de décès dans le centre.

#### Article 120

Cet article détermine le droit individuel de chaque occupant de faire part de ses doléances. Tout occupant doit toujours être en mesure de faire part de ses griefs au directeur de centre au sujet de la manière dont il est traité dans le centre et de l'application du présent arrêté et du règlement d'ordre intérieur. Il peut également s'adresser par écrit à tout moment au Directeur général de l'Office des étrangers. Concernant la procédure de plainte, quelques remarques ont déjà été formulées au début de ce rapport.

#### Article 121

Il est institué une commission qui assurera sur une base permanente le contrôle de la qualité des conditions de séjour dans le centre. Cette commission sera composée d'un magistrat, de deux délégués du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme et de deux délégués de l'Office des étrangers. Ils peuvent éventuellement se faire assister par les experts dont ils jugeront la présence nécessaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**4 MAI 1999.** — Arrêté royal fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 74/8, § 2, inséré par la loi du 15 juillet 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### TITRE I. — Définitions et dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences;

Elke dwangmaatregel is per definitie tijdelijk, meer bepaald, totdat er controle is verkregen over de bewoner in kwestie.

In geval er geen permanente controle over het gedrag van de betrokken bewoner kan verkregen worden, kan deze steeds overgebracht worden naar een andere, meer aangepaste instelling (artikel 97). Dit kan eventueel een penitentiaire instelling zijn.

#### Artikelen 98-110

Deze artikelen definiëren de basisregels betreffende de veiligheid in het centrum en de toepassing hiervan in bepaalde risicosituaties (ontsnapping, risico op zelfmoord, brand, bomalarm). Deze basisregels dienen gespecificeerd te worden in het huishoudelijk reglement van elk centrum.

#### Artikelen 111-119

De artikelen 111 en 112 bepalen enkele waarborgen voor de bewoners die verwijderd zullen worden of in vrijheid zullen gesteld worden. De artikelen 113 tot 119 bepalen de te volgen administratieve procedure bij een geboorte of een overlijden in het centrum.

#### Artikel 120

Deze artikelen bepalen het individueel klachtenrecht van elke bewoner. Elke bewoner moet steeds in de mogelijkheid gesteld worden de klachten over zijn behandeling in het centrum en de toepassing van dit besluit en het huishoudelijk reglement mondeling te uiten tegenover de centrumdirecteur. Hij kan zich tevens te allen tijde schriftelijk wenden tot de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken. Over de klachtenprocedure werden er in het begin van dit Verslag reeds enkele opmerkingen geformuleerd.

#### Artikel 121

Er wordt een commissie opgericht die op een permanente basis toezicht zal houden op de kwaliteit van de verblijfsomstandigheden in het centrum. Deze commissie zal samengesteld worden uit een magistraat, twee afgevaardigden van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding en twee afgevaardigden van de Dienst Vreemdelingenzaken. Zij kunnen eventueel bijgestaan worden door de deskundigen die zij nodig achten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige  
En zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken  
L. VAN DEN BOSSCHE

**4 MEI 1999.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 74/8, § 2, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### TITEL I. — Definities en algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° de Minister : de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft;

3° centre : lieu géré par l'Office des étrangers, aménagé pour l'accueil des personnes soumises à une mesure administrative de détention, de mise à la disposition du Gouvernement ou de maintien en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

4° remplaçant : la personne qui assume la responsabilité du centre en l'absence du directeur de centre;

5° le Directeur général : le Directeur général de l'Office des étrangers ou son délégué.

**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable à tous les lieux aménagés afin d'être utilisés de manière permanente comme un des lieux visés à l'article 74/8 de la loi, à l'exception des établissements pénitentiaires.

Chaque centre possède un règlement d'ordre intérieur, établi par le directeur de centre.

Le règlement d'ordre intérieur règle les modalités d'exécution des dispositions du présent arrêté qui concernent le fonctionnement quotidien des centres fermés.

Ce règlement d'ordre intérieur doit être approuvé par le Directeur général et sanctionné par le Ministre.

Il ne peut contenir de dispositions qui s'écartent du présent arrêté.

**Art. 3.** Le personnel du centre a pour mission :

1° de maintenir les étrangers placés dans le centre dans l'attente, selon le cas, d'une éventuelle autorisation d'entrer ou de séjourner dans le Royaume ou de leur éloignement;

2° de les accompagner psychologiquement et socialement et de les préparer à leur éloignement;

3° de les inciter au respect de la décision prise au sujet de leur situation de séjour.

L'organisation et le fonctionnement du centre doivent être aménagés à ces fins.

**Art. 4.** Les centres peuvent être subdivisés de la manière suivante :

1° lieux d'accueil situés à la frontière ou lieux assimilés à ceux-ci, pour les étrangers auxquels s'applique l'article 74/5, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi;

2° lieux d'accueil pour les étrangers auxquels s'applique l'article 74/6 de la loi;

3° lieux d'accueil pour les étrangers auxquels s'appliquent les articles 7, 25 et 27 de la loi.

## TITRE II. — Réglementation relative aux occupants

### CHAPITRE I. — Dispositions générales

**Art. 5.** L'occupant a droit, sous les conditions définies dans le présent arrêté, à une assistance individuelle, médicale, psychologique et sociale. Les occupants du centre doivent respecter l'opinion et la spécificité d'autrui en matière religieuse, philosophique, culturelle et politique.

**Art. 6.** Chaque occupant est traité par le personnel du centre d'une manière égale, correcte et respectueuse, en ayant égard à sa vie privée et sans discrimination fondée sur la race, le sexe, l'âge, la culture, la nationalité ou la religion.

**Art. 7.** Le personnel du centre n'entretient avec les occupants que les contacts nécessaires à l'exécution de sa mission. Une attitude professionnelle est exigée de manière permanente.

**Art. 8.** Lorsque le directeur de centre constate qu'il existe à l'égard d'un occupant de sérieux éléments de nature à justifier la mise en liberté ou le sursis au départ de celui-ci, il doit soumettre ces éléments pour décision au Directeur général ou au service ou à la personne désigné par celui-ci.

Les membres du personnel qui pensent avoir constaté la présence de tels éléments doivent en informer le directeur de centre sans délai.

### CHAPITRE II. — Règles à l'arrivée dans le centre

**Art. 9.** L'occupant est soumis à une fouille approfondie, effectuée par le personnel de sécurité du centre. Cette fouille s'opère par la palpation du corps et des vêtements de l'occupant ainsi que par le contrôle de ses bagages.

3° centrum : plaats, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, gericht op de opvang van personen onderworpen aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding in toepassing van de bepalingen vermeld in artikel 74, 8 § 1 van de wet;

4° plaatsvervanger : de persoon die bij afwezigheid van de centrumdirecteur de verantwoordelijkheid draagt over het centrum;

5° de Directeur-generaal : de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken of zijn gemachtigde.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op alle plaatsen die ingericht zijn om op permanente wijze gebruikt te worden als één van de plaatsen bedoeld in artikel 74/8 van de wet, met uitzondering van de strafinstellingen.

Elk centrum heeft een huishoudelijk reglement, opgesteld door de centrumdirecteur.

Het huishoudelijk reglement regelt de uitvoeringsmodaliteiten van de bepalingen in dit besluit met betrekking tot de dagelijkse werking van het centrum.

Dit huishoudelijk reglement moet worden goedgekeurd door de Directeur-generaal en bekrachtigd door de Minister.

Het kan geen bepalingen bevatten die afwijken van dit besluit.

**Art. 3.** Het personeel van het centrum heeft als opdracht de vreemdelingen die in het centrum zijn ondergebracht :

1° vast te houden in afwachting van, al naargelang het geval, een eventuele machtiging tot binnenkomst of verblijf in het Rijk of hun verwijdering;

2° psychologisch en sociaal te begeleiden en voor te bereiden op hun verwijdering;

3° aan te zetten tot naleving van de beslissing die aangaande hun verblijfsituatie is genomen.

De organisatie en werking van het centrum dient hierop gericht te zijn.

**Art. 4.** De centra kunnen ingedeeld worden in :

1° plaatsen van opvang gelegen in het grensgebied of daarmee gelijkgestelde plaatsen, voor vreemdelingen die ressorteren onder artikel 74/5, § 1, 2° van de wet;

2° plaatsen van opvang voor vreemdelingen die ressorteren onder artikel 74/6 van de wet;

3° plaatsen van opvang voor vreemdelingen, die ressorteren onder artikel 7, 25 en 27 van de wet.

## TITEL II. — Reglementering inzake bewoners

### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 5.** De bewoner heeft, onder de voorwaarden bepaald in dit besluit, recht op een individuele, medische, psychologische en sociale begeleiding. De bewoners van het centrum dienen elkaars mening en eigenheid op godsdienstig, filosofisch, cultureel en politiek vlak te respecteren.

**Art. 6.** Elke bewoner wordt door het personeel gelijkwaardig, correct en respectvol behandeld, met respect voor de persoonlijke levenssfeer, zonder onderscheid op basis van ras, geslacht, leeftijd, cultuur, nationaliteit of religie.

**Art. 7.** Het personeel van het centrum onderhoudt met de bewoners enkel het contact dat verantwoord is door de dienststopdracht. Een professionele houding is steeds vereist.

**Art. 8.** Indien de centrumdirecteur vaststelt dat er in hoofde van een bewoner ernstige elementen aanwezig zijn die de vrijlating van deze bewoner of het uitstel van diens vertrek kunnen verantwoorden, moet hij deze elementen ter beoordeling voorleggen aan de Directeur-generaal of de hiertoe door de Directeur-generaal aangeduide dienst of persoon.

Personeelsleden die menen de aanwezigheid van dergelijke elementen te hebben vastgesteld, brengen hiervan onverwijld de centrumdirecteur op de hoogte.

### HOOFDSTUK II. — Regels bij aankomst in het centrum

**Art. 9.** De vreemdeling wordt onderworpen aan een grondige fouillering, uitgevoerd door het veiligheidspersoneel van het centrum. Deze fouillering gebeurt door het betasten van het lichaam en de kledij van de bewoner, alsook door de controle van zijn bagage.

La fouille est effectuée par un membre du personnel de sécurité du même sexe que l'occupant ou par un autre membre du personnel du même sexe, auquel cas la fouille est effectuée sous la surveillance du responsable de service.

Les objets métallique sont repérés à l'aide d'un détecteur de métaux.

Cette fouille a pour but de vérifier si l'occupant est en possession d'objets ou de matières interdits ou potentiellement dangereux pour lui-même, pour les autres occupants, pour le personnel ou pour la sécurité du centre.

La fouille ne peut excéder la durée nécessaire à son exécution et est effectuée sur l'ordre du directeur de centre ou de son remplaçant.

L'occupant est tenu de coopérer pleinement à cette procédure.

**Art. 10.** Les objets dangereux et interdits sont consignés. Les services de police doivent être contactés au sujet des objets interdits. Les objets de valeur peuvent être mis en dépôt.

Cette consignation est placée sous la surveillance et la responsabilité du directeur de centre.

Un inventaire des biens mis en dépôt est dressé. L'occupant concerné reçoit une copie de l'inventaire signé par lui-même et par deux membres du personnel compétents.

**Art. 11.** Après le contrôle de sécurité, l'occupant doit faire usage des installations sanitaires, à moins que des raisons médicales ou de sécurité ne s'y opposent.

**Art. 12.** L'occupant doit collaborer à l'examen médical. Cet examen a lieu le plus tôt possible.

**Art. 13.** L'occupant doit collaborer aux procédures administratives qui lui sont applicables. Tous les documents qui peuvent être utiles à l'identification et au traitement du dossier administratif de l'occupant sont consignés pendant la durée de son séjour dans le centre.

L'occupant peut être soumis à la prise des empreintes digitales, conformément à l'article 51/3 de la loi.

**Art. 14.** Chaque occupant a droit à un appel téléphonique gratuit d'au moins dix minutes.

**Art. 15.** L'occupant peut indiquer la confession religieuse à laquelle il appartient ou les convictions philosophiques auxquelles il adhère, et s'il veut participer à la célébration d'un culte précis dans le centre.

**Art. 16.** Le présent arrêté et le règlement d'ordre intérieur du centre doivent constamment être mis à la disposition de chaque personne qui souhaite les consulter durant son séjour dans le centre.

Chaque occupant reçoit une brochure détaillant les droits et devoirs relatifs à son séjour dans le centre. Il est également informé des dispositions légales et réglementaires auxquelles il est soumis.

Le directeur de centre, son remplaçant ou un membre du personnel qu'il désigne précise à l'occupant les raisons de sa détention, de sa mise à la disposition du Gouvernement ou de son maintien ainsi que les voies de recours envisageables contre cette décision, dans une langue que l'occupant comprend. Si nécessaire, il est fait appel à un interprète.

L'occupant est également informé qu'il a droit à l'assistance d'un avocat.

### CHAPITRE III. — Règles durant le séjour dans le centre

#### Section 1. — Echange de correspondance et usage du téléphone

##### 1.1- Echange de correspondance

**Art. 17.** Par échange de correspondance, il faut entendre toute forme de courrier entrant ou sortant.

**Art. 18.** Sous réserve des dispositions de l'article 20, les occupants ont le droit d'échanger de la correspondance quotidiennement et de manière illimitée.

De fouillering wordt uitgevoerd door een lid van het veiligheidspersoneel van hetzelfde geslacht als de bewoner, of door een ander personeelslid van hetzelfde geslacht, in welk geval de fouillering gebeurt onder toezicht van de dienstverantwoordelijke.

Metalen voorwerpen worden opgespoord met een metaaldetector.

Deze fouillering heeft tot doel na te gaan of de bewoner in het bezit is van voorwerpen of stoffen die verboden zijn, of die gevaarlijk zijn voor hemzelf, voor de bewoners van het centrum, voor het personeel of voor de veiligheid van het centrum.

De fouillering mag niet langer duren dan de daartoe noodzakelijke tijd en wordt uitgevoerd in opdracht van de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger.

De bewoner is verplicht hieraan zijn volledige medewerking te verlenen.

**Art. 10.** De gevaarlijke en verboden voorwerpen worden in bewaring genomen. Voor verboden voorwerpen moeten de politiediensten gecontacteerd worden. Waardevolle voorwerpen kunnen in bewaring worden gegeven.

Deze bewaargeving valt onder toezicht en verantwoordelijkheid van de centrumdirecteur.

Er wordt een inventaris opgemaakt van de in bewaring gegeven goederen. De betrokken bewoner ontvangt een afschrift van de inventaris die hijzelf en twee daartoe bevoegde personeelsleden ondertekend hebben.

**Art. 11.** Na het veiligheidsonderzoek dient de bewoner gebruik te maken van de sanitaire inrichting, tenzij dit om medische of veiligheidsredenen niet aangewezen is.

**Art. 12.** De bewoner dient zijn medewerking te verlenen aan een medisch onderzoek. Dit onderzoek heeft plaats binnen de kortst mogelijke tijd.

**Art. 13.** De bewoner dient zijn medewerking te verlenen aan de op hem van toepassing zijnde administratieve procedures. Alle documenten die nuttig kunnen zijn voor de identificatie en de behandeling van het administratieve dossier van de bewoner, worden voor de duur van zijn verblijf in het centrum in bewaring genomen.

De bewoner kan onderworpen worden aan het nemen van vingerafdrukken, overeenkomstig het artikel 51/3 van de wet.

**Art. 14.** Elke bewoner heeft recht op één gratis nationaal telefoongesprek van minimum tien minuten.

**Art. 15.** De bewoner kan te kennen geven welke godsdienstige of filosofische overtuiging hij belijdt, en of hij wil deelnemen aan de beoefening van een bepaalde eredienst in het centrum.

**Art. 16.** Dit besluit en het huishoudelijk reglement van het centrum moeten steeds ter beschikking gesteld worden van iedere persoon die deze wenst te consulteren gedurende zijn verblijf in het centrum.

Elke bewoner wordt in het bezit gesteld van een brochure met de rechten en plichten betreffende zijn verblijf in het centrum. Hij wordt tevens op de hoogte gebracht van de wets- en verordeningsbepalingen waaraan hij onderworpen is.

De centrumdirecteur, zijn plaatsvervanger of het personeelslid dat hij aanwijst, verduidelijkt aan de bewoner de reden van zijn opsluiting, zijn terbeschikkingstelling van de regering of zijn vasthouding, alsook de beroepsmogelijkheden die ertegen openstaan. Dit gebeurt in een taal die de bewoner begrijpt. Indien nodig wordt beroep gedaan op een tolk.

De bewoner wordt er ook op gewezen dat hij recht heeft op de bijstand van een advocaat.

### HOOFDSTUK III. — Regels tijdens het verblijf in het centrum

#### Afdeling 1. — Briefwisseling en telefoongebruik

##### 1.1- Briefwisseling

**Art. 17.** Onder briefwisseling wordt elke vorm van inkomende of uitgaande post verstaan.

**Art. 18.** Behoudens de bepalingen in artikel 20 hebben de bewoners het recht dagelijks onbeperkt briefwisseling te voeren.



**Art. 19.** A tout moment, les arrivées postales peuvent être contrôlées afin de déterminer si elles ne contiennent pas d'autres objets que des lettres. Ce contrôle a lieu en présence du destinataire. Les objets dangereux ou interdits sont consignés.

Hormis dans les cas visés à l'article 20, le personnel du centre ne peut pas prendre connaissance du contenu des lettres.

**Art. 20.** Lorsqu'il existe des indices sérieux qu'un échange de correspondance constitue un danger pour la sécurité nationale, la sécurité publique ou l'ordre public ou si la prévention de faits délictueux, la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, la protection des droits et libertés d'autrui ou la protection de la sécurité du centre le commande, la correspondance que les occupants veulent envoyer ou recevoir peut être soumise à un contrôle de son contenu par le directeur de centre ou son remplaçant avant son envoi ou sa distribution. Ce contrôle a lieu en présence de l'occupant concerné.

Si le contenu de la correspondance constitue une menace sérieuse pour la sécurité nationale, la sécurité publique ou l'ordre public ou la prévention de faits délictueux, la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, la protection des droits et libertés d'autrui ou la protection de la sécurité du centre, le directeur de centre ou son remplaçant peut décider de ne pas envoyer ou remettre la correspondance. Il doit en aviser dans ce cas immédiatement le Ministre par la voie hiérarchique.

**Art. 21.** Un membre du personnel désigné par le directeur de centre ou son remplaçant assiste les occupants qui ne disposent pas des connaissances suffisantes dans la rédaction ou la lecture de leur courrier, s'ils en font la demande.

**Art. 22.** Le centre met gratuitement du papier à lettre à la disposition des occupants. Si ceux-ci sont dans l'incapacité de s'acquitter des frais d'envoi, les lettres sont affranchies par le centre.

## 1.2- Usage du téléphone

**Art. 23.** Les occupants ont le droit de téléphoner à leur frais tous les jours entre huit et vingt-deux heures. Le directeur de centre s'assure que tous les occupants peuvent réellement jouir de ce droit de la même manière.

Le contact téléphonique d'un occupant avec son avocat est gratuit.

**Art. 24.** Les avocats ont le droit d'entrer en contact à tout moment avec leur client.

**Art. 25.** Dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sécurité publique, de la protection de l'ordre public et la prévention de faits délictueux, la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, la protection des droits et libertés d'autrui ou la protection de la sécurité du centre, le directeur de centre ou son remplaçant peut interdire le contact téléphonique. Il doit en aviser immédiatement le Ministre par la voie hiérarchique.

Le contact téléphonique entre un occupant et son avocat ne peut être interdit. En cas d'indices sérieux de mauvais usage ou d'abus de ce droit, le Bâtonnier du barreau de l'arrondissement dans lequel l'avocat est inscrit en est immédiatement informé.

## Section 2. — Visites

### 2.1- Dispositions générales

**Art. 26.** Les visiteurs doivent être porteurs d'un document ou d'une preuve d'identité valable, à présenter au début de la visite.

Le directeur de centre ou son remplaçant peut cependant consentir une exception à cette exigence.

**Art. 27.** Les visiteurs peuvent être soumis à une fouille approfondie, effectuée par le personnel de sécurité du centre. Cette fouille s'opère par la palpation du corps et des vêtements du visiteur ainsi que par le contrôle de ses bagages.

La fouille est effectuée par un membre du personnel de sécurité du même sexe que le visiteur ou par un autre membre du personnel du même sexe, auquel cas la fouille est effectuée sous la surveillance du responsable de service.

**Art. 19.** Te allen tijde kan worden nagegaan of de inkomende briefwisseling andere voorwerpen dan brieven bevat. Dit gebeurt in aanwezigheid van de geadresseerde. Gevaarlijke of verboden voorwerpen worden in bewaring genomen.

Behoudens de gevallen bepaald in artikel 20 mag het personeel van het centrum geen kennis nemen van de inhoud van de brieven.

**Art. 20.** Indien er ernstige aanwijzingen zijn dat de briefwisseling een gevaar vormt voor 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of de openbare orde of indien dit noodzakelijk is ter voorkoming van strafbare feiten, ter bescherming van de gezondheid, de goede zeden of de rechten en vrijheden van anderen of ter bescherming van de veiligheid van het centrum, kan de briefwisseling van of gericht aan een bewoner, voor de verzending of de overhandiging ervan, aan een inhoudelijke controle door de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger worden onderworpen. Dit gebeurt in aanwezigheid van de betrokken bewoner.

Indien blijkt dat de inhoud een ernstige bedreiging vormt voor 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of de openbare orde of indien dit noodzakelijk is ter voorkoming van strafbare feiten, ter bescherming van de gezondheid, de goede zeden of de rechten en vrijheden van anderen of ter bescherming van de veiligheid van het centrum, kan de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger beslissen de briefwisseling niet te verzenden of te overhandigen. Hij dient de Minister hiervan onmiddellijk, via hiërarchische weg, op de hoogte te brengen.

**Art. 21.** Een door de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger aangewezen personeelslid staat de bewoners, die de nodige kennis daartoe niet bezitten, bij met het opstellen of lezen van hun brieven, indien zij daarom zouden vragen.

**Art. 22.** Het centrum stelt kosteloos briefpapier ter beschikking van de bewoners. Indien de bewoners in de onmogelijkheid verkeren zelf de verzendingskosten te dragen, worden de brieven gefrankeerd op kosten van het centrum.

## 1.2- Telefoongebruik

**Art. 23.** De bewoners hebben het recht dagelijks tussen acht uur 's morgens en tien uur 's avonds op eigen kosten te telefoneren. De centrumdirecteur ziet erop toe dat iedere bewoner dit recht in de praktijk op gelijke wijze kan genieten.

Het telefonisch contact met hun advocaat is gratis.

**Art. 24.** De advocaten hebben het recht op ieder ogenblik met hun cliënt in contact te treden.

**Art. 25.** In het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde, of ter voorkoming van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen of ter bescherming van de veiligheid van het centrum, kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger het telefonisch contact verbieden. Hij dient de Minister hiervan onmiddellijk, via hiërarchische weg, op de hoogte te brengen.

Het telefonisch contact tussen een bewoner en zijn advocaat kan niet verboden worden. Indien er ernstige aanwijzingen zijn dat oneigenlijk gebruik of misbruik wordt gemaakt van dit recht, wordt de Stafhouder van de balie van het rechtsgebied waar de advocaat is ingeschreven daarvan onmiddellijk op de hoogte gebracht.

## Afdeling 2. — Bezoek

### 2.1- Algemene bepalingen

**Art. 26.** De bezoekers moeten in het bezit zijn van een geldig identiteitsbewijs of -document dat bij het begin van een bezoek dient voorgelegd te worden.

De centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger kan hierop evenwel een uitzondering toestaan.

**Art. 27.** De bezoekers kunnen onderworpen worden aan een grondige fouillering, uitgevoerd door het veiligheidspersoneel van het centrum. Deze fouillering gebeurt door het betasten van het lichaam en de kledij van de bezoeker, alsook door de controle van zijn bagage.

De fouillering wordt uitgevoerd door een lid van het veiligheidspersoneel van hetzelfde geslacht als de bezoeker, of door een ander personeelslid van hetzelfde geslacht, in welk geval de fouillering gebeurt onder toezicht van de dienstverantwoordelijke.

Les objets métalliques sont repérés à l'aide d'un détecteur de métaux.

Cette fouille a pour but de contrôler si le visiteur est en possession d'objets ou de matières interdits ou potentiellement dangereux pour lui-même, pour les occupants, pour le personnel ou pour la sécurité du centre.

La fouille ne peut excéder la durée nécessaire à son exécution et est effectuée sur l'ordre du directeur de centre ou de son remplaçant.

Le visiteur est tenu de coopérer pleinement à cette procédure.

**Art. 28.** Les visiteurs sont inscrits dans le registre des visiteurs.

## 2.2- Visite aux occupants

### 2.2.1- Modalités générales

**Art. 29.** L'occupant doit pouvoir parler avec son ou ses visiteurs sans être dérangé. Les membres du personnel de surveillance doivent faire preuve de la plus grande discrétion durant la visite.

La visite individuelle d'un avocat, d'un représentant diplomatique ou consulaire ou d'un représentant d'une autorité administrative ou du pouvoir judiciaire se déroule dans un local séparé, hors de la présence de membres du personnel du centre.

**Art. 30.** Lorsqu'un occupant est malade au point de ne pas pouvoir se rendre dans le local des visites, le directeur de centre ou son remplaçant peut l'autoriser, aux conditions prévues à l'article 29, à recevoir ses visiteurs dans sa chambre ou dans la salle de l'infirmerie.

**Art. 31.** Lorsqu'il existe des indices sérieux que le contact entre un occupant et un visiteur constitue un danger pour la sécurité nationale, la sécurité publique ou l'ordre public ou si la prévention de faits délictueux, la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, la protection des droits et libertés d'autrui ou la protection de la sécurité du centre le commande, le directeur de centre ou son remplaçant peut prendre une des mesures suivantes à l'égard du visiteur :

- 1° adresser un avertissement verbal;
- 2° mettre fin à la visite;
- 3° refuser l'accès au centre.

Lorsque les sanctions visées aux points 2° et 3° sont prises à l'égard de personnes visées à l'article 33 et 34, le directeur de centre doit en aviser immédiatement le Ministre par la voie hiérarchique.

Si un visiteur tente de préparer ou de faciliter une évasion, le directeur de centre ou son remplaçant le met à la disposition des services de police.

La visite de l'avocat de l'occupant ne peut être interdite. En cas d'indices sérieux de mauvais usage ou d'abus de ce droit de visite de l'avocat, le Bâtonnier du barreau de l'arrondissement dans lequel l'avocat est inscrit en est immédiatement informé.

### 2.2.2- Visite des avocats, des représentants diplomatiques ou consulaires et des membres du pouvoir exécutif et judiciaire

**Art. 32.** Les avocats et les interprètes assermentés qui assistent l'avocat ont accès au centre quotidiennement et au moins de huit à vingt-deux heures, s'ils y ont un client et pour autant qu'ils puissent prouver leur qualité par la présentation d'une carte professionnelle valable.

L'accès au centre est consenti aux avocats non établis dans un des Etats membres de l'Union européenne, à la condition que le Ministre, sur avis du Procureur du Roi et du Bâtonnier de l'Ordre des avocats de l'arrondissement dans lequel est situé le centre, ait donné une autorisation particulière.

Si des abus sont constatés, le Bâtonnier susmentionné en sera informé.

**Art. 33.** Les occupants ont le droit de recevoir la visite des représentants diplomatiques ou consulaires de l'Etat dont ils sont ressortissants, quotidiennement et au moins entre huit et vingt-deux heures.

Metalen voorwerpen worden opgespoord met een metaaldetector.

Deze fouillering heeft tot doel na te gaan of de bezoeker in het bezit is van voorwerpen of stoffen die verboden zijn, of die gevaarlijk zijn voor hemzelf, voor de bewoners, voor het personeel of voor de veiligheid van het centrum.

De fouillering mag niet langer duren dan de daartoe noodzakelijke tijd en wordt uitgevoerd in opdracht van de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger.

De bezoeker is verplicht hieraan zijn volledige medewerking te verlenen.

**Art. 28.** Bezoekers worden in het bezoekersregister ingeschreven.

## 2.2- Bezoek aan de bewoners

### 2.2.1- Algemene modaliteiten

**Art. 29.** De bewoner moet ongestoord met zijn bezoeker of bezoekers kunnen praten. Tijdens het bezoek leggen de toezichhoudende personeelsleden de grootst mogelijke discretie aan de dag.

Een individueel bezoek van een advocaat, een diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger, leden van een administratieve overheid of de gerechtelijke macht, gaat door in een afzonderlijke ruimte, zonder de aanwezigheid van personeelsleden van het centrum.

**Art. 30.** Wanneer een bewoner zodanig ziek is dat hij zich niet naar de bezoekuimte kan begeven, kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger hem toestaan om, onder de voorwaarden bepaald in artikel 29, zijn bezoekers in zijn kamer of de ziekenzaal te ontvangen.

**Art. 31.** Wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat het contact tussen een bewoner en een bezoeker een gevaar vormt voor 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of de openbare orde of indien dit noodzakelijk is ter voorkoming van strafbare feiten, ter bescherming van de gezondheid of de goede zeden, ter bescherming van de rechten en vrijheden van anderen of ter bescherming van de veiligheid van het centrum, kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger ten aanzien van de bezoeker één van de volgende maatregelen nemen :

- 1° een mondelinge waarschuwing;
- 2° het bezoek doen afbreken;
- 3° de toegang tot het centrum weigeren.

Indien de sancties bedoeld in 2° en 3° genomen worden ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 33 en 34, dient de centrumdirecteur de Minister hiervan onmiddellijk, via hiërarchische weg, op de hoogte te brengen.

Indien een bezoeker een ontvluchting tracht voor te bereiden of te vergemakkelijken, stelt de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger hem ter beschikking van de politiediensten.

Het bezoek door de advocaat kan niet verboden worden. Indien er ernstige aanwijzingen zijn dat oneigenlijk gebruik of misbruik wordt gemaakt van dit recht, wordt de Stafhouder van het rechtsgebied waar de advocaat is ingeschreven daarvan onmiddellijk op de hoogte gebracht.

### 2.2.2- Bezoek van de advocaten, de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers, en de leden van de uitvoerende en rechterlijke macht

**Art. 32.** De advocaten en de beëdigde tolken die de advocaat bijstaan, hebben dagelijks en minstens tussen acht uur 's morgens en tien uur 's avonds toegang tot het centrum indien zij er een cliënt hebben en voor zover zij hun hoedanigheid door middel van een geldige beroepskaart kunnen aantonen.

Aan de advocaten die niet in een van de lidstaten van de Europese Unie gevestigd zijn, wordt toegang verleend mits de Minister, op advies van de Procureur des Konings en van de Stafhouder van de orde der advocaten van het arrondissement waar het centrum gelegen is, een bijzondere machtiging heeft gegeven.

Indien er misbruiken worden vastgesteld, wordt deze Stafhouder op de hoogte gebracht.

**Art. 33.** De bewoners hebben het recht bezoek te ontvangen van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers van de staat waarvan zij onderdaan zijn, en dit dagelijks minstens tussen acht uur 's morgens en tien uur 's avonds.

**Art. 34.** Les membres des pouvoirs exécutif et judiciaire qui se présentent au centre peuvent entrer en contact avec un ou plusieurs occupants identifiés préalablement, après avoir fait valoir leur qualité auprès du directeur de centre ou de son remplaçant et s'ils démontrent que leur visite à ce ou ces occupants est nécessaire dans le cadre de leur ministère ou fonction.

#### 2.2.3- Visite de membres de la famille

**Art. 35.** L'occupant peut recevoir chaque jour, suivant les règles fixées à l'article 36, aux heures définies dans le règlement d'ordre intérieur et durant une demi-heure, la visite de ses parents et alliés en ligne directe, de son tuteur, de son époux (se) ou partenaire, de ses frères et soeurs et de ses oncles et tantes.

Ces personnes doivent pouvoir faire la preuve de leur lien de parenté ou d'alliance ou, en ce qui concerne le partenaire, de sa cohabitation, avec l'occupant, bien que le directeur de centre, son remplaçant ou le membre du personnel qu'il désigne à cette fin puisse consentir une exception à cette exigence.

**Art. 36.** Le directeur de centre s'assure que chaque occupant puisse jouir de ce droit de manière égale en pratique. En vue de l'organisation de la visite, un rendez-vous doit être pris auprès du directeur de centre, de son remplaçant ou du membre du personnel désigné à cette fin.

Un maximum de deux visiteurs est autorisé par occupant et par entrevue.

Le directeur de centre ou son remplaçant peut également consentir une exception à ce sujet.

**Art. 37.** Vu la réglementation spécifique en vigueur sur le territoire de l'aéroport national, les articles 35 et 36 du présent arrêté ne peuvent s'appliquer au centre de transit 127, situé Chaussée de Haecht, 127 à 1820 Melsbroek.

#### 2.2.4- Visite d'autres personnes

**Art. 38.** Les autres personnes n'ont pas le droit de rendre visite à un occupant, à moins que le directeur de centre ou son remplaçant leur en donne l'autorisation préalable.

### 2.3- Visite du centre

#### 2.3.1- Modalités générales

**Art. 39.** La visite du centre est, sous réserve des dispositions des articles 43 à 46, soumise à l'autorisation du Directeur général.

**Art. 40.** Les visiteurs du centre sont toujours accompagnés par le directeur de centre, son remplaçant ou le membre du personnel qu'il désigne à cette fin.

**Art. 41.** Les occupants ne peuvent pas être exposés à la curiosité publique.

Ils ne peuvent être ni soumis sans leur consentement aux questions de journalistes ou de tiers, ni photographiés.

**Art. 42.** Lorsqu'il existe des indices sérieux que la visite au centre d'un certain visiteur constitue un danger pour la sécurité nationale, la sécurité publique ou l'ordre public ou si la prévention de faits délictueux, la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, la protection des droits et libertés d'autrui ou la protection de la sécurité du centre le commande, le directeur du centre ou son remplaçant peut prendre une des mesures suivantes à l'égard du visiteur :

- 1° adresser un avertissement verbal;
- 2° mettre fin à la visite;
- 3° refuser l'accès au centre.

Lorsque le directeur de centre ou son remplaçant prend les sanctions visées aux points 2° et 3°, il doit en aviser immédiatement le Ministre par la voie hiérarchique.

Si un visiteur tente de préparer ou de faciliter une évasion, le directeur de centre ou son remplaçant le met à la disposition des services de police.

**Art. 34.** De leden van de uitvoerende en rechterlijke macht die zich in het centrum aanmelden, mogen met één of meerdere op voorhand te identificeren bewoners in verbinding komen na bij de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger van hun hoedanigheid te hebben doen blijken, en indien zij aantonen dat het een handeling van hun ambt of hun functie betreft waarvoor een bezoek aan die bewoner of die bewoners nodig is.

#### 2.2.3- Bezoek van de familieleden

**Art. 35.** De bewoner mag volgens de regels bepaald in artikel 36 elke dag en op de uren bepaald in het huishoudelijk reglement, gedurende een half uur het bezoek ontvangen van zijn bloed- en aanverwanten in de rechte lijn, van zijn voogd, van zijn echtgenoot of levenspartner, van zijn broers en zussen, ooms en tantes.

Deze personen moeten hun verwantschap, of samenwoont voor wat de levenspartner betreft, met de bewoner kunnen bewijzen, doch de centrumdirecteur zijn plaatsvervanger of het personeelslid dat hij hiertoe aanwijst, kan hierop een uitzondering toestaan.

**Art. 36.** De centrumdirecteur ziet erop toe dat iedere bewoner dit recht in de praktijk op gelijke wijze kan genieten. Met het oog op de organisatie van het bezoek dient een afspraak gemaakt te worden bij de centrumdirecteur, zijn plaatsvervanger of het personeelslid dat hij hiertoe aanwijst.

Maximum twee bezoekers zijn per bewoner en per bezoekbeurt toegelaten.

De centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger kan hierop evenwel een uitzondering toestaan.

**Art. 37.** Gezien de specifieke reglementering die geldt op het grondgebied van de Nationale Luchthaven, kunnen de artikels 35 en 36 van dit besluit niet toegepast worden voor het Transitcentrum 127, gelegen aan de Haachtsesteenweg 127, te 1820 Melsbroek.

#### 2.2.4- Bezoek van andere personen

**Art. 38.** Alle andere personen hebben niet het recht een bewoner te bezoeken, tenzij de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger hiervoor vooraf de machtiging verleent.

### 2.3- Bezoek aan het centrum

#### 2.3.1- Algemene modaliteiten

**Art. 39.** Bezoek aan het centrum is, behoudens de bepalingen in artikelen 43 tot en met 46, onderworpen aan de toelating van de Directeur-generaal.

**Art. 40.** De bezoekers aan het centrum worden steeds vergezeld door de centrumdirecteur, zijn plaatsvervanger of het personeelslid dat hij hiertoe aanwijst.

**Art. 41.** De bewoners mogen niet aan publieke belangstelling onderworpen worden.

Zij mogen zonder hun instemming niet onderworpen worden aan vragen van journalisten of derden, noch mogen er van hen beeldopnamen gemaakt worden.

**Art. 42.** Indien er ernstige aanwijzingen zijn dat het bezoek aan het centrum door een concrete bezoeker een gevaar vormt voor 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of de openbare orde of indien dit noodzakelijk is ter voorkoming van strafbare feiten, ter bescherming van de gezondheid of de goede zeden, ter bescherming van de rechten en vrijheden van anderen of ter bescherming van de veiligheid van het centrum, kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger ten aanzien van de bezoeker één van de volgende maatregelen nemen :

- 1° een mondelinge waarschuwing;
- 2° het bezoek doen afbreken;
- 3° de toegang tot het centrum weigeren.

Indien de directeur of zijn plaatsvervanger de sancties bedoeld in 2° en 3° oplegt, dient hij de Minister hiervan onmiddellijk via hiërarchische weg op de hoogte te brengen.

Indien een bezoeker een ontvluchting tracht voor te bereiden of te vergemakkelijken, stelt de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger hem ter beschikking van de politiediensten.

## 2.3.2- Par les membres du Parlement

**Art. 43.** Les membres de la Chambre des Représentants, du Sénat et des Conseils des Communautés et Régions ont toujours accès au centre entre huit et dix-neuf heures, en faisant état de leur qualité.

## 2.3.3- Par des autorités et institutions particulières

**Art. 44.** Les autorités suivantes ont accès au centre entre huit et dix-neuf heures dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions :

- le gouverneur de province compétent pour le territoire sur lequel est situé le centre;
- le bourgmestre compétent pour le territoire sur lequel est situé le centre.

**Art. 45.** Les personnes ou institutions suivantes et les membres de celles-ci ont accès au centre dans le cadre de l'exécution de leur mission :

- le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés;
- la Commission européenne pour les Droits de l'Homme;
- le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
- le Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme;
- la Commission Permanente de Recours des Réfugiés;
- le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides.

## 2.3.4- Par d'autres personnes et organisations

**Art. 46.** Le Ministre ou le Directeur général peut donner le droit de visiter un ou plusieurs centres à d'autres institutions, organisations ou personnes que celles visées aux articles 44 et 45, pour la durée et aux conditions qu'il détermine.

*Section 3. — Le régime moral et religieux dans le centre*

**Art. 47.** Les occupants ayant fait état de leur volonté de participer à un culte reconnu bénéficient à leur demande d'une assistance morale et religieuse des ministres de ce culte.

Les occupants qui désirent bénéficier d'un soutien moral peuvent faire appel à un conseiller représentant une pensée non confessionnelle.

Ces ministres du culte ou conseillers sont proposés par leurs supérieurs au Ministre ou à son délégué.

Ils sont mis en possession d'une carte d'identification délivrée par le Ministre ou son délégué.

**Art. 48.** A la demande d'un occupant, le Ministre ou son délégué peut autoriser l'accès au centre des auxiliaires d'un culte non reconnu par l'Etat.

**Art. 49.** L'occupant doit informer le directeur de centre s'il pratique un autre culte que celui mentionné initialement.

**Art. 50.** Les ministres des cultes reconnus et les conseillers moraux ne rendent visite qu'aux occupants qui le souhaitent.

**Art. 51.** Un local adapté à la pratique morale et religieuse est prévu au sein du centre.

Si la religion choisie par l'occupant prévoit des règles concernant l'alimentation, le directeur de centre doit garantir que l'occupant concerné puisse respecter celles-ci.

**Art. 52.** Il est interdit aux personnes chargées de l'aide morale ou religieuse, de révéler des faits qu'elles auraient pu apprendre dans l'exercice de leur mission; cette interdiction reste d'application après leur révocation ou leur démission.

Elles se doivent d'adopter dans le cadre de leur assistance une attitude neutre à l'égard de la politique du gouvernement en matière d'étrangers et du fonctionnement des centres.

## 2.3.2- Door de parlementsleden

**Art. 43.** De leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat en van de Gemeenschaps- en Gewestraden hebben tussen acht uur 's morgens en zeven uur 's avonds steeds toegang tot het centrum door van hun hoedanigheid te doen blijken.

## 2.3.3- Door bepaalde overheden en instellingen

**Art. 44.** De volgende overheden hebben in het kader van de uitoefening van hun ambt tussen acht uur 's morgens en zeven uur 's avonds steeds toegang tot het centrum :

- de provinciegouverneur bevoegd voor het grondgebied waar het centrum gelegen is;
- de burgemeester bevoegd voor het grondgebied waar het centrum gelegen is.

**Art. 45.** De volgende personen of instellingen en hun leden, hebben in het kader van het volbrengen van hun opdracht toegang tot het centrum :

- het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties;
- de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens;
- het Europees Comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing;
- het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding;
- de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen;
- het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

## 2.3.4- Door andere personen en organisaties

**Art. 46.** De Minister of de Directeur-generaal kan aan andere instellingen, organisaties of personen dan die bedoeld in de artikelen 44 en 45, het recht geven één of meerdere centra te bezoeken voor de duur en onder de voorwaarden die hij bepaalt.

*Afdeling 3 — De morele en religieuze beleving in het centrum*

**Art. 47.** De bewoners die verklaard hebben te willen deelnemen aan een erkende eredienst ontvangen op hun verzoek morele en religieuze bijstand van de bedienaars van deze eredienst.

De bewoners die morele bijstand wensen, kunnen een beroep doen op een moreel consulent die een niet-confessionele overtuiging vertegenwoordigt.

Deze bedienaars en consulenten worden door hun meerderen voorgedragen aan de Minister of zijn gemachtigde.

Zij worden in het bezit gesteld van een identificatiekaart die door de Minister of zijn gemachtigde wordt afgeleverd.

**Art. 48.** Op vraag van een bewoner kan de Minister of zijn gemachtigde toegang tot het centrum verlenen aan de bijstandsverleners van een niet door de Staat erkende eredienst.

**Art. 49.** De bewoner dient de centrumdirecteur in kennis te stellen indien hij een andere eredienst beoefent dan initieel aangegeven.

**Art. 50.** De bedienaars van de erkende erediensten en de morele consulenten bezoeken slechts die bewoners die het wensen.

**Art. 51.** Voor de morele en religieuze beleving wordt een aangepast lokaal ter beschikking gesteld.

Indien de gekozen religie van de bewoner bepaalde eetvoorschriften bepaalt, dient de centrumdirecteur te garanderen dat de betrokken bewoner deze kan respecteren.

**Art. 52.** Het is de personen belast met de morele en religieuze bijstand aan de bewoners verboden feiten bekend te maken die zij bij de uitoefening van hun ambt mochten hebben vernomen; dit verbod blijft na hun ontheffing uit het ambt of ontslag gelden.

Bij de bijstand die zij geven dienen zij een neutrale houding aan te nemen ten aanzien van het vreemdelingenbeleid van de Regering en de werking van de centra.

*Section 4.* — L'assistance médicale et sociale dans le centre, le bien-être matériel et l'hygiène

4.1- L'assistance médicale

**Art. 53.** Chaque centre dispose d'un service médical accessible aux heures mentionnées dans le règlement d'ordre intérieur et à toute heure en cas d'urgence.

**Art. 54.** L'occupant malade reçoit du service médical les soins que son état nécessite, sous la responsabilité du médecin du centre.

L'occupant peut faire appel au médecin de son choix, à ses propres frais. Il doit en aviser le médecin du centre.

Dans ce cas, les médicaments et le traitement sont à sa charge.

Le choix de médecins externes au centre en matière de médication et de traitement doit être porté à la connaissance du médecin du centre afin d'assurer le suivi du traitement.

Si le médecin qui n'appartient pas au centre et le médecin rattaché au centre ne sont pas d'accord quant au traitement, la contestation est soumise pour décision arbitrale à un troisième médecin, désigné par le Directeur général.

**Art. 55.** Seul le médecin du centre décide si l'occupant peut être soigné dans le groupe ou s'il doit être transféré dans la salle d'infirmierie.

Ce médecin et/ou ses collaborateurs font figurer sur la fiche médicale de l'occupant les examens et les prescriptions qui concernent ce dernier.

**Art. 56.** Si le médecin du centre constate que l'occupant est atteint d'une affection qui ne peut être traitée convenablement dans le centre ou en cas d'accouchement ou de danger de mort, l'occupant est transféré vers un centre médical spécialisé. Le directeur de centre ou son remplaçant doit en aviser le Directeur général.

**Art. 57.** Lorsqu'un occupant est transféré vers un centre médical spécialisé, le directeur de centre prend ses dispositions quant à la surveillance éventuelle de l'occupant transféré, en concertation avec la direction de l'hôpital.

**Art. 58.** Si l'examen médical relatif à l'état de santé de l'occupant le nécessite, le médecin du centre peut se faire assister par un médecin spécialiste.

**Art. 59.** En cas d'affection grave, de maladie contagieuse ou d'épidémie, le médecin du centre doit informer au plus vite le directeur de centre ou son remplaçant des mesures qui doivent être prises.

Dans les cas définis par le département de la Santé publique, le médecin du centre informe immédiatement l'inspecteur de la santé de la province.

Le directeur de centre doit transmettre un rapport au Directeur général.

**Art. 60.** Si un occupant est placé dans un local d'isolation, un membre du service médical doit immédiatement en être informé. Il rend visite à l'occupant dès que possible et quotidiennement par la suite.

**Art. 61.** Le service médical tient à jour les divers registres, états et documents en rapport avec le service médical. Le médecin du centre décide de l'accès à ces documents.

**Art. 62.** Lorsque le médecin du centre formule des objections médicales quant à l'éloignement d'un occupant, celles-ci sont soumises par la voie hiérarchique par le directeur de centre au Directeur général en vue d'une décision. Celui-ci décide après avoir éventuellement pris l'avis d'un médecin désigné par lui.

Le directeur de centre ou son remplaçant doit en aviser immédiatement le service qui organise les éloignements.

4.2- L'assistance sociale, les loisirs et le développement personnel

**Art. 63.** Chaque centre dispose d'un service social accessible aux heures fixées par le règlement d'ordre intérieur.

*Afdeling 4* — De medische en sociale verzorging in het centrum, het materieel welzijn en de hygiëne.

4.1- De medische verzorging

**Art. 53.** Elk centrum beschikt over een medische dienst, die toegankelijk is op de tijdstippen bepaald in het huishoudelijk reglement en steeds in dringende gevallen.

**Art. 54.** De zieke bewoner ontvangt van de medische dienst en onder de bevoegdheid van de geneesheer van het centrum, de verzorging die zijn toestand vereist.

De bewoner mag, op eigen kosten, een beroep doen op door hem gekozen geneesheer. Hij dient de geneesheer verbonden aan het centrum daarvan op de hoogte te stellen.

De medicatie en de behandeling zijn in dat geval te zijnen laste.

De aard van de voorgeschreven medicatie en behandeling die voorgeschreven worden door de niet tot het centrum behorende geneesheer, worden meegedeeld aan de geneesheer die aan het centrum verbonden is voor de opvolging van de behandeling.

Indien de niet tot het centrum behorende geneesheer en de geneesheer aan het centrum verbonden het niet eens zijn over de behandeling, wordt de betwisting voor beslissing voorgelegd aan een derde geneesheer, aangeduid door de Directeur-generaal.

**Art. 55.** Enkel de geneesheer verbonden aan het centrum beslist of de zieke bewoner in de leefgroep kan worden verzorgd of naar de ziekenzaal moet worden overgebracht.

Deze geneesheer en/of zijn medewerkers tekenen op de medische steekkaart van de bewoner de onderzoeken en de voorschriften aan, die op deze laatste betrekking hebben.

**Art. 56.** Indien de geneesheer verbonden aan het centrum vaststelt dat de bewoner aangetast is door een aandoening die niet behoorlijk in het centrum kan behandeld worden, of ingeval van bevalling of stervensgevaar wordt de bewoner naar een gespecialiseerd medisch centrum overgebracht. De centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger dient de Directeur-generaal hiervan op de hoogte te brengen.

**Art. 57.** Indien een bewoner naar een gespecialiseerd medisch centrum wordt overgebracht, zorgt de centrumdirecteur in samenspraak met de directie van het ziekenhuis voor de eventuele bewaking van de overgebrachte bewoner.

**Art. 58.** Indien nodig voor het geneeskundig onderzoek van de toestand van een bewoner kan de geneesheer verbonden aan het centrum zich laten bijstaan door een geneesheer-specialist.

**Art. 59.** Bij vaststelling van ernstige aandoeningen, een besmettelijke ziekte of epidemie, dient de geneesheer verbonden aan het centrum zo spoedig mogelijk de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger te informeren over de te nemen maatregelen.

In de gevallen door het departement van Volksgezondheid bepaald, brengt de geneesheer verbonden aan het centrum onmiddellijk de gezondheidsinspecteur van de provincie op de hoogte.

De centrumdirecteur dient hiervan verslag uit te brengen aan de Directeur-generaal.

**Art. 60.** Indien een bewoner in een afzonderingsruimte wordt geplaatst, dient onmiddellijk een lid van de medische dienst op de hoogte gebracht te worden. Hij bezoekt de betrokkene zo snel mogelijk en volgt hem daarna dagelijks op.

**Art. 61.** De medische dienst houdt de verschillende registers, staten en documenten bij, die betrekking hebben op de geneeskundige dienst. De geneesheer verbonden aan het centrum beslist over de inzage van deze documenten.

**Art. 62.** Indien de geneesheer verbonden aan het centrum medische bezwaren formuleert bij de verwijdering van een bewoner, legt de centrumdirecteur deze, via hiërarchische weg, ter beslissing voor aan de Directeur-generaal. Deze beslist na eventueel het advies te hebben ingewonnen van een door hem aangeduide geneesheer.

De centrumdirecteur of diens plaatsvervanger dient de dienst die de verwijderingen organiseert hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen.

4.2- De sociale verzorging, de ontspanning en de algemene ontwikkeling

**Art. 63.** Elk centrum beschikt over een sociale dienst, die toegankelijk is op de tijdstippen bepaald in het huishoudelijk reglement.

**Art. 64.** Le service social accompagne l'occupant durant son séjour, s'occupe de sa santé mentale en collaboration avec le service médical et le prépare à son éloignement éventuel. Le service social incite l'occupant au respect de la décision prise quant à sa situation de séjour.

**Art. 65.** Le directeur de centre doit favoriser le développement personnel des occupants. A cette fin, il peut charger des membres du personnel d'organiser différentes activités permettant d'atteindre ce but.

**Art. 66.** En fonction de l'infrastructure et des possibilités de chaque centre, le service social ou les membres du personnel que le directeur de centre charge de cette mission organisent des activités récréatives, culturelles et sportives pour les occupants.

**Art. 67.** Il existe dans chaque centre une bibliothèque dont les ouvrages sont mis à la disposition des occupants.

**Art. 68.** Les occupants ont quotidiennement accès aux informations diffusées par les différents médias, dans les conditions fixées par le règlement d'ordre intérieur. En cas d'abus ou dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sécurité publique, de la protection de l'ordre public, de la prévention de faits délictueux, de la protection sanitaire ou des bonnes moeurs, de la protection des droits et libertés d'autrui ou de la sécurité du centre, le directeur de centre ou son remplaçant peut limiter cet accès. Il doit en aviser immédiatement le Ministre par la voie hiérarchique.

#### 4.3- Formation des organisations non gouvernementales et autres dans les centres

**Art. 69.** Le Ministre peut autoriser des organisations ou personnes à lancer un programme dans un centre aux conditions suivantes :

1° l'objectif de l'organisation ne peut être en contradiction avec la politique du gouvernement quant aux centres et à l'éloignement des étrangers;

2° il faut entendre par programme le développement d'activités au profit des occupants sur une base régulière et de manière professionnelle;

3° un plan d'action annuel doit être soumis au Ministre;

4° l'organisation doit offrir une garantie quant à la continuité du programme;

5° le travail doit s'effectuer en concertation avec le directeur de centre;

6° le programme de l'organisation sera soumis à une évaluation annuelle.

**Art. 70.** Le directeur de centre peut faire appel à du personnel spécialisé n'appartenant pas à l'Office des étrangers pour l'organisation des activités énumérées dans les articles 65 et 66.

#### 4.4- Bien-être matériel et hygiène des occupants

##### 4.4.1 Eclairage, chauffage et aération

**Art. 71.** Les endroits dans lesquels la sécurité et le confort l'exigent doivent être éclairés du soir au matin.

Une température adaptée doit régner dans tous les locaux.

Toutes les dispositions doivent être prises afin de garantir une bonne aération et une bonne hygiène du centre.

##### 4.4.2- Habillement et hygiène personnelle

**Art. 72.** Les occupants conservent leurs propres vêtements, à moins que le directeur de centre n'en décide autrement pour des raisons de sécurité, de moralité ou d'hygiène.

Les occupants peuvent aussi, à leurs frais, se faire livrer les vêtements dont ils ont besoin.

Si les vêtements ne sont pas adaptés, le centre en met gratuitement à la disposition des occupants.

**Art. 73.** Les vêtements et la literie des occupants doivent correspondre aux températures saisonnières. Ils sont tenus propres et en bon état. A cette fin, ils sont lavés régulièrement.

Le linge de l'infirmerie est nettoyé séparément.

**Art. 64.** De sociale dienst begeleidt de bewoner gedurende zijn verblijf, bekommert zich in samenwerking met de medische dienst om zijn geestelijke gezondheid en bereidt hem voor op zijn eventuele verwijdering. De sociale dienst zet de bewoner aan tot naleving van de beslissing die aangaande zijn verblijfsituatie is genomen.

**Art. 65.** De centrumdirecteur dient de algemene ontwikkeling van de bewoners te bevorderen. Te dien einde mag hij leden van het personeel ermee belasten verschillende activiteiten te organiseren waardoor dit doel kan worden bereikt.

**Art. 66.** In functie van de infrastructuur en de mogelijkheden van elk centrum organiseert de sociale dienst of de leden van het personeel die de centrumdirecteur hiermee belast, recreatieve, culturele en sportieve activiteiten voor de bewoners.

**Art. 67.** Er bestaat in elk centrum een bibliotheek, waarvan de werken ter beschikking gesteld worden van de bewoners.

**Art. 68.** De bewoners hebben dagelijks toegang tot de informatie van de verschillende media, onder de voorwaarden bepaald in het huishoudelijk reglement. In geval van misbruik, of in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of ter bescherming van de openbare orde, of indien dit noodzakelijk is ter voorkoming van strafbare feiten, of ter bescherming van de gezondheid, de goede zeden, de rechten en vrijheden van anderen of de veiligheid van het centrum, kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger deze toegang beperken. Hij dient de Minister hiervan onmiddellijk, via hiërarchische weg, op de hoogte te brengen.

#### 4.3- De werking binnen de centra van niet-gouvernementele en andere organisaties

**Art. 69.** De Minister kan aan organisaties en individuen de toelating verlenen een werking op te starten binnen het centrum onder de volgende voorwaarden :

1° de doelstelling van de organisatie mag niet in tegenspraak zijn met het regeringsbeleid inzake de centra of inzake verwijdering van vreemdelingen;

2° onder werking wordt verstaan : het op regelmatige basis en op professionele wijze ontplooiën van activiteiten ten behoeve van bewoners;

3° een jaarlijks werkingsplan dient aan de Minister voorgelegd te worden;

4° de organisatie dient garanties te bieden inzake continuïteit van de werking;

5° er dient in samenspraak met de centrumdirecteur gewerkt te worden;

6° de werking van de betrokken organisatie zal onderworpen worden aan een jaarlijkse evaluatie.

**Art. 70.** De centrumdirecteur kan beroep doen op gespecialiseerd personeel dat niet tot de Dienst Vreemdelingenzaken behoort voor het organiseren van activiteiten vernoemd in artikel 65 en 66.

#### 4.4- Het materieel welzijn en hygiène van de bewoners

##### 4.4.1- Verlichting, verwarming en verluchting

**Art. 71.** De plaatsen waar de veiligheid en het comfort het vereisen, worden van valavond tot 's morgens verlicht.

In alle lokalen dient er een gepaste temperatuur te zijn.

Alle schikkingen dienen genomen te worden om een goede verluchting en hygiène van het centrum te verzekeren.

##### 4.4.2- Kledij en persoonlijke hygiène

**Art. 72.** De bewoners behouden hun eigen kledij, tenzij de centrumdirecteur, in het belang van de veiligheid, de zedelijkheid of de hygiène er anders over beslist.

De bewoners mogen, op eigen kosten, de kledij laten brengen die zij nodig hebben.

Indien de kledij niet aangepast is, stelt het centrum kosteloos kleding ter beschikking.

**Art. 73.** De kleding en het beddegoed van de bewoners moeten in overeenstemming zijn met de seizoentemperatuur. Deze worden net en in goede staat gehouden. Te dien einde worden deze regelmatig gewassen.

Het linnengoed van de ziekenboeg wordt afzonderlijk gereinigd.

**Art. 74.** Les occupants ont chaque jour l'occasion de se laver. Les articles de toilette nécessaires sont mis gratuitement à leur disposition.

#### 4.4.3- Alimentation

**Art. 75.** Chaque occupant reçoit trois repas par jour. Un supplément alimentaire ou un repas diététique peut être offert sur avis médical. Il n'est jamais servi de viande de porc.

**Art. 76.** La consommation et l'emploi de produits alcoolisés, interdits ou dangereux sont interdits aux occupants.

### TITRE III. — Règles de vie et régime disciplinaire dans le centre

#### CHAPITRE I. — *Les règles de vie*

**Art. 77.** L'emploi du temps des occupants, la réglementation et le suivi des activités sont définis par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 78.** Chaque occupant a droit à deux heures de promenade au minimum par jour.

Le directeur de centre ou son remplaçant peut décider de dérogations pour raison médicale ou dans l'intérêt de l'occupant.

Par mesure disciplinaire, la durée de la promenade peut être limitée. En tout état de cause, l'occupant doit toujours avoir la possibilité de se promener une heure.

**Art. 79.** Le régime du centre se caractérise durant la journée par la vie en groupe.

Durant les périodes de sommeil et de toilette, les hommes et femmes célibataires sont en tout cas séparés.

Les mineurs au sens de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 ne peuvent pas être placés dans un centre fermé, sauf s'ils appartiennent à une des catégories suivantes :

1° le mineur appréhendé à la frontière et qui est maintenu dans l'attente d'une décision relative à sa demande d'asile;

2° le mineur accompagné d'un ou plusieurs parents ou représentants légaux qui se trouvent également dans le centre. Dans ce cas, le mineur séjourne au même endroit qu'une de ces personnes dans le centre.

Le directeur de centre met à la disposition des occupants l'infrastructure nécessaire afin de répondre à leurs impératifs de vie privée.

S'il y a des mineurs dans le centre, une infrastructure doit également être mise à leur disposition de manière à ce qu'ils puissent se délasser.

**Art. 80.** Dans les cas suivants, une exception peut être faite au régime de la vie en groupe :

— pour des catégories spéciales d'occupants :

- l'isolation pour des raisons médicales, conformément à l'article 55 du présent arrêté;

- l'accueil des familles;

— à titre de mesures de sanction ou de sécurité :

- sur décision du directeur de centre, l'isolation de l'occupant qui met en danger la sécurité et la tranquillité du groupe par son comportement;

- l'isolation à titre de sanction, conformément à l'article 90 du présent arrêté;

— dans le cadre de l'éloignement d'un occupant :

- l'isolation immédiatement préalable à l'éloignement effectif de l'occupant

#### CHAPITRE II. — *Le régime disciplinaire*

##### Section 1. — Devoirs des occupants du centre

**Art. 81.** L'occupant doit se conformer aux règles de vie décrites dans le présent arrêté et dans le règlement d'ordre intérieur du centre dans lequel il séjourne. Il est tenu de suivre les directives du personnel afin de préserver le bon ordre à l'intérieur du centre et de se conformer aux règlements.

**Art. 82.** L'occupant doit toujours être en possession du certificat d'identification qui lui a été délivré conformément au règlement d'ordre intérieur.

**Art. 74.** De bewoners krijgen dagelijks de gelegenheid zich te wassen. Tevens worden kosteloos de noodzakelijke toiletartikelen ter beschikking gesteld.

#### 4.4.3- Voeding

**Art. 75.** Elke bewoner krijgt driemaal per dag een maaltijd. Op geneeskundig advies kan een voedsel supplement of een dieetmaaltijd worden aangeboden. Varkensvlees wordt nooit geserveerd.

**Art. 76.** Het gebruik en verbruik van alcoholische, verboden of gevaarlijke producten is verboden.

### TITEL III. — Leefregels en tuchtregime in het centrum

#### HOOFDSTUK I. — *De leefregels*

**Art. 77.** De dagindeling van de bewoners, de regeling en de opeenvolging van de activiteiten worden bepaald in het huishoudelijk reglement.

**Art. 78.** Elke bewoner heeft recht op ten minste twee uur wandeling per dag.

Om medische redenen of in het belang van de bewoner kan de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger beslissen dat hiervan wordt afgeweken.

Omwille van tuchtmaatregelen kan de duur beperkt worden. In ieder geval heeft de bewoner steeds de mogelijkheid tot één uur wandeling.

**Art. 79.** Het regime in het centrum wordt tijdens de dag gekenmerkt door het leven in groepsverband.

Alleenstaande mannen en vrouwen worden in ieder geval gescheiden bij sanitaire- en slaapaangelegenheden.

Minderjarigen in de zin van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind van 20 november 1989 mogen niet worden ondergebracht in een gesloten centrum, behalve indien zij behoren tot een van de volgende categorieën :

1° de minderjarige die werd tegengehouden aan de grens en wordt vastgehouden in afwachting van een beslissing over zijn asielaanvraag;

2° de minderjarige die begeleid wordt door één of beide ouders of door zijn wettelijke vertegenwoordiger, indien deze zich ook in het centrum bevinden. In dit geval verblijft de minderjarige in het centrum in hetzelfde vertrek als een van deze personen.

De centrumdirecteur stelt de nodige infrastructuur ter beschikking om aan de privacy-noden van de bewoners tegemoet te komen.

Indien er zich minderjarigen bevinden in het centrum, dient de nodige aangepaste infrastructuur ter beschikking gesteld te worden, opdat deze zich kunnen ontspannen.

**Art. 80.** In de volgende gevallen kan er op het groepsregime een uitzondering gemaakt worden :

— Omwille van de speciale categorie van bewoners :

- de afzondering om medische redenen, zoals bepaald in artikel 55 van dit besluit;

- de opvang van families;

— Omwille van sanctie- of veiligheidsmaatregelen :

- de afzondering op beslissing van de centrumdirecteur van de bewoner die door zijn gedrag de veiligheid of de rust van de groep in gevaar brengt;

- de afzondering als sanctie, overeenkomstig artikel 90.

— In het kader van de verwijdering van een bewoner :

- de afzondering onmiddellijk voorafgaand aan de effectieve verwijdering van de bewoner;

#### HOOFDSTUK II. — *Het tuchtregime*

##### Afdeling 1. — Plichten van de bewoners van het centrum

**Art. 81.** De bewoner moet zich houden aan de leefregels beschreven in dit besluit en het huishoudelijk reglement van het centrum waarin zij verblijven. Hij dient de richtlijnen van het personeel op te volgen, teneinde de goede orde binnen het centrum te bewaren en de reglementen uit te voeren.

**Art. 82.** De bewoner moet steeds in het bezit zijn van het identificatiebewijs, dat hij overeenkomstig het huishoudelijk reglement verkregen heeft.

**Art. 83.** L'occupant prend soin de ses vêtements et de son hygiène personnelle.

**Art. 84.** Il est interdit aux occupants d'altérer le bon état et la propreté des biens mobiliers et immobiliers du centre.

Les occupants doivent toujours veiller à ce que les locaux dans lesquels ils séjournent sont en ordre et satisfont aux conditions prévues dans le règlement d'ordre intérieur.

Le remboursement des dégâts volontairement occasionnés par les occupants peut leur être réclamé.

**Art. 85.** Tous les actes qui compromettent la sécurité, l'ordre et le bon fonctionnement du centre sont interdits.

**Art. 86.** L'occupant suit les procédures prescrites quant à l'utilisation du matériel de rasage et des autres objets dangereux dont il pourrait être fait un usage abusif. Ces procédures sont décrites dans le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 87.** Les occupants suivent l'emploi du temps et les déplacements de groupe de la manière décrite dans le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 88.** Il est interdit aux occupants d'effectuer des achats ou ventes entre eux.

#### Section 2. — Sanctions

**Art. 89.** Une infraction est tout acte de désobéissance, d'insubordination ou de rébellion, ainsi que tout manquement aux règlements ou abus par rapport à ce que ceux-ci autorisent. Les infractions sont sanctionnées en fonction des circonstances et de la gravité du cas, selon les règles mentionnées à l'article 90.

**Art. 90.** Les sanctions sont les suivantes :

1° un avertissement verbal;

2° des tâches imposées relatives à l'ordre et à la propreté du centre;

3° la suppression d'avantages tels que l'accès à la bibliothèque, à l'espace récréatif ou à la cantine, la possibilité de fumer, les activités culturelles, sportives ou de détente, et d'autres avantages octroyés en application du présent arrêté ou du règlement d'ordre intérieur;

4° le placement dans un local d'isolation.

Les sanctions prévues aux points 1° et 2° peuvent être infligées par le directeur de centre, son remplaçant ou les membres du personnel désignés dans le règlement d'ordre intérieur.

Les sanctions prévues aux points 3° et 4° peuvent être uniquement infligées par le directeur de centre ou son remplaçant.

L'avertissement verbal est adressé lorsque l'occupant commet une infraction mais qu'un doute subsiste quant au caractère intentionnel de celle-ci.

Les tâches de remise en ordre et de nettoyage sont imposées lorsque l'occupant commet une infraction tout en ne faisant pas montre d'agressivité.

Les différents avantages peuvent être supprimés lorsque l'occupant refuse d'effectuer les tâches de remise en ordre et de nettoyage du centre qui lui ont été imposées suite à une précédente infraction, ou commet une seconde fois la même infraction.

Le placement dans un local d'isolation peut être imposé à la suite d'une agression physique ou de vandalisme ou lorsqu'un occupant commet une troisième fois la même infraction.

**Art. 91.** Les sanctions énumérées à l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, peuvent être infligées soit séparément, soit ensemble. Elles peuvent être infligées conditionnellement. Elles peuvent être levées par le directeur de centre ou son remplaçant durant leur exécution.

**Art. 92.** La durée des sanctions énumérées à l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, ne peut excéder cinq jours. En cas de récidive, la durée maximale est fixée à dix jours.

**Art. 93.** La durée maximale de placement dans un local d'isolation est de vingt-quatre heures. Si le comportement de l'occupant rend impossible son intégration au sein du groupe, le Directeur général peut décider de prolonger ce délai de vingt-quatre heures à deux reprises.

A l'expiration de ce délai, seul le Ministre peut décider de prolonger l'isolation.

**Art. 94.** Le local d'isolation doit comprendre au minimum un matelas, un nécessaire de toilette et un système d'appel permettant à l'occupant d'appeler un membre du personnel.

**Art. 83.** De bewoner verzorgt zijn kleding en zijn persoonlijke hygiëne.

**Art. 84.** Het is de bewoner verboden de goede staat en de netheid van de roerende en onroerende goederen van het centrum aan te tasten.

De bewoners zorgen er steeds voor dat de vertrekken waarin zij verblijven te allen tijde in orde zijn en voldoen aan de voorschriften zoals bepaald in het huishoudelijk reglement.

De schade die bewoners opzettelijk aanrichten, kan op hen verhaald worden.

**Art. 85.** Alle handelingen die de veiligheid, orde en de goede werking van het centrum verstoren, zijn verboden.

**Art. 86.** De bewoner volgt de voorgeschreven procedures met betrekking tot het gebruik van scheermateriaal en andere gevaarlijke voorwerpen, waarvan misbruik zou kunnen gemaakt worden. Deze procedures worden beschreven in het huishoudelijk reglement.

**Art. 87.** De bewoners volgen de dagindeling en de groepsbewegingen zoals beschreven in het huishoudelijk reglement.

**Art. 88.** Het is de bewoners verboden goederen onder elkaar te kopen of te verkopen.

#### Afdeling 2. — Sancties

**Art. 89.** Een overtreding is elke daad van ongehoorzaamheid, van tuchteloosheid of van weerspannigheid, elke inbreuk op de reglementen of elk misbruik van hetgeen daarin wordt toegestaan. Overtredingen worden naargelang de omstandigheden en volgens de ernst van het geval gesanctioneerd volgens de regels vermeld in artikel 90.

**Art. 90.** De sancties zijn :

1° mondelinge waarschuwing;

2° opgelegde taken in functie van orde en netheid van het centrum;

3° intrekking van gunsten zoals de toegang tot de bibliotheek en recreatieve ruimte, kantine, rookmogelijkheid, culturele of sport- of ontspanningsactiviteiten, en van andere, krachtens dit besluit of het huishoudelijk reglement verleende gunsten;

4° plaatsing in een afzonderingsruimte.

De sancties bedoeld in 1° en 2° kunnen opgelegd worden door de centrumdirecteur, zijn plaatsvervanger of de personeelsleden die daartoe in het huishoudelijk reglement werden aangewezen.

De sancties bedoeld in 3° en 4° kunnen enkel door de centrumdirecteur zelf of door zijn plaatsvervanger opgelegd worden.

De mondelinge waarschuwing wordt gegeven wanneer de bewoner een overtreding begaat, maar men twijfelt aan de opzettelijkheid daarvan.

De taken in functie van orde en netheid worden opgelegd wanneer de bewoner een overtreding begaat, maar hierbij geen agressie gebruikt.

De verschillende gunsten kunnen worden ingetrokken wanneer de bewoner de ingevolge een vorige overtreding opgelegde taken in functie van de orde en netheid van het centrum weigert uit te voeren of een tweede maal een zelfde overtreding begaat.

De plaatsing in een afzonderingsruimte kan worden opgelegd bij fysieke agressie of vandalisme of wanneer een bewoner een derde maal dezelfde overtreding begaat.

**Art. 91.** De in artikel 90, eerste alinea, 3° vermelde sancties kunnen hetzij afzonderlijk, hetzij samen worden opgelegd. Zij kunnen voorwaardelijk worden opgelegd. Zij kunnen tijdens de uitvoering door de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger worden opgeheven.

**Art. 92.** De duur van de onder artikel 90, eerste alinea, 2° en 3° vermelde sancties mag niet meer bedragen dan vijf dagen. In geval van herhaling is de maximumduur tien dagen.

**Art. 93.** De maximumduur van de plaatsing in een afzonderingsruimte is vierentwintig uur. Indien het gedrag van de bewoner de integratie in de leefgroep onmogelijk maakt, kan de Directeur-generaal tweemaal beslissen deze termijn met vierentwintig uur te verlengen.

Zodra die termijn verstreken is, kan alleen de Minister beslissen de afzondering te verlengen.

**Art. 94.** De afzonderingsruimte moet minimaal een matras en toiletgelegenheid bevatten alsook een oproepsysteem waarmee de bewoner een personeelslid kan oproepen.



**Art. 95.** L'occupant doit au préalable être informé des faits qui lui sont reprochés et aucune sanction ne peut être infligée avant qu'il ait été entendu.

#### Section 3. — Mesures coercitives

**Art. 96.** La contrainte ne peut être utilisée que si le comportement de l'occupant constitue un danger pour lui-même, pour les autres occupants, pour les membres du personnel ou pour la sécurité, l'ordre et les biens du centre ou de tiers. L'utilisation de la contrainte doit demeurer raisonnable et en rapport avec le but poursuivi.

Les mesures coercitives ne sont pas des sanctions mais des moyens de garder le contrôle de l'occupant.

Les moyens de coercition autorisés sont les suivants :

- l'appréhension physique de la personne;
- une clef de bras;
- le passage de menottes aux poignets et/ou aux chevilles.

Il ne peut être recouru à un moyen de coercition que si le précédent a échoué.

Le passage de menottes aux poignets et/ou aux chevilles ne peut s'effectuer que sur l'ordre du directeur de centre ou de son remplaçant.

Tout cas ayant nécessité l'usage de la force doit être signalé au directeur de centre.

#### Section 4. — Transfert vers un autre établissement

**Art. 97.** Lorsqu'un occupant met en danger par son comportement sa sécurité ou celle des autres occupants, des membres du personnel ou du centre dans son ensemble, ou le bon fonctionnement de celui-ci, ou après une tentative d'éloignement, le directeur de centre ou son remplaçant peut décider du transfert de l'occupant vers un autre centre ou établissement.

Le transfert de l'occupant vers un autre centre ou établissement doit toujours s'opérer en concertation avec le directeur de celui-ci ou son remplaçant.

### TITRE IV. — Sécurité et maintien de l'ordre public

#### CHAPITRE I. — Dispositions générales

**Art. 98.** Le directeur de centre s'assure de la présence continue d'un nombre minimal de membres du personnel, afin de ne pas compromettre la sécurité du centre.

**Art. 99.** Le directeur de centre inspecte régulièrement le centre afin de s'assurer que les occupants, les membres du personnel et les tiers observent rigoureusement la réglementation.

**Art. 100.** A des intervalles irréguliers ou sur la demande du directeur de centre, les pièces de séjour sont inspectées par le personnel de sécurité du centre à la recherche d'objets dangereux ou interdits. Cette inspection est toujours effectuée conjointement par deux membres du personnel de sécurité au minimum. Si nécessaire, les occupants sont également contrôlés conformément aux dispositions de l'article 9.

**Art. 101.** En cas d'incidents de sécurité sérieux, le directeur de centre ou son remplaçant peut, immédiatement et de manière autonome, prendre des mesures afin de faire face aux problèmes. Il doit en informer le Directeur général aussi rapidement que possible.

Le personnel se conforme dans ce cas aux dispositions spécifiques contenues dans le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 102.** Lorsqu'il l'estime nécessaire à la sécurité du centre, le directeur de centre ou son remplaçant requiert l'assistance des services de police.

**Art. 103.** L'infrastructure du centre est inspectée annuellement par un membre du Comité pour la prévention et la protection au travail.

#### CHAPITRE II. — Evasion

**Art. 104.** Dès constatation d'une évasion ou d'une tentative d'évasion, le directeur de centre ou son remplaçant doit être immédiatement prévenu et en informer le Directeur général.

**Art. 105.** Les services de police sont immédiatement informés d'une évasion et se voient transmettre les données suivantes : le nombre d'évadés, leurs nom, prénoms, date de naissance, numéro de dossier, nationalité et photographie.

**Art. 95.** De bewoner behoort vooraf in kennis te worden gesteld van de feiten die hem ten laste worden gelegd en er wordt geen enkele sanctie getroffen alvorens hij gehoord is.

#### Afdeling 3. — Dwangmaatregelen

**Art. 96.** Dwang kan enkel gebruikt worden indien het gedrag van de bewoner een risico vormt voor hemzelf, voor de andere bewoners, voor de personeelsleden, voor de veiligheid, de orde of de goederen van het centrum of van derden. Het gebruik van dwang moet redelijk zijn en in verhouding tot het nagestreefde doel.

Dwangmiddelen zijn geen sancties, maar middelen om de bewoner onder controle te krijgen.

De toegelaten dwangmiddelen zijn :

- de fysieke aansporing;
- de houdgreep;
- de hand- en/of voetboeien.

Elk dwangmiddel mag slechts worden gebruikt als het vorige dwangmiddel heeft gefaald.

Er kan van hand- en/of voetboeien slechts gebruik gemaakt worden in opdracht van de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger.

Elk geval waarin dwang wordt gebruikt, moet aan de centrumdirecteur worden gemeld.

#### Afdeling 4. — Overbrenging naar een andere instelling

**Art. 97.** Indien een bewoner door zijn gedrag zijn veiligheid, de veiligheid van andere bewoners, van de personeelsleden of van het centrum in het gedrang brengt of wanneer hij de goede werking van het centrum in gevaar brengt, of na een verwijderingspoging, kan de centrumdirecteur of diens plaatsvervanger beslissen dat de bewoner naar een ander centrum of instelling moet worden overgebracht.

De overbrenging van een bewoner naar een ander centrum of een andere instelling moet steeds in overleg met de directeur van dit centrum of die instelling of zijn plaatsvervanger gebeuren.

### TITEL IV. — Veiligheid en handhaving van de openbare orde

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen.

**Art. 98.** De centrumdirecteur zorgt ervoor dat het minimum aantal personeelsleden steeds aanwezig is, zodat de veiligheid van het centrum niet in het gedrang komt.

**Art. 99.** De centrumdirecteur inspecteert regelmatig het centrum om er op toe te zien dat de reglementering door bewoners, personeelsleden en derden strikt nageleefd wordt.

**Art. 100.** Op onregelmatige tijdstippen of op vraag van de centrumdirecteur worden de woonvertrekken geïnspecteerd door het veiligheidspersoneel van het centrum op gevaarlijke of verboden voorwerpen. Deze inspectie wordt steeds door minstens twee leden van het veiligheidspersoneel uitgevoerd. Indien nodig worden ook de bewoners gecontroleerd, conform de bepalingen in artikel 9.

**Art. 101.** Bij ernstige veiligheidsincidenten kan de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger autonoom en onmiddellijk maatregelen treffen om het hoofd te bieden aan de problemen. Hij dient de Directeur-generaal hiervan zo snel mogelijk op de hoogte te brengen.

Het personeel volgt hierbij de specifieke bepalingen vastgesteld in het huishoudelijk reglement.

**Art. 102.** Wanneer hij het voor de veiligheid van het centrum nodig acht, vordert de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger de bijstand van de politiediensten.

**Art. 103.** De infrastructuur van het centrum wordt jaarlijks door een lid van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het werk geïnspecteerd.

#### HOOFDSTUK II. — Ontsnapping

**Art. 104.** Bij vaststelling van een ontsnapping of een ontsnappingspoging dient de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht te worden. Hij dient de Directeur-generaal daarvan onmiddellijk in kennis te stellen.

**Art. 105.** Bij een ontsnapping worden onmiddellijk de politiediensten ingelicht en worden volgende gegevens doorgegeven : het aantal ontsnapten, hun naam, voornaam, geboortedatum, dossiernummer, nationaliteit en foto.

CHAPITRE III. — *Risque de suicide*

**Art. 106.** Les occupants présentant un risque sérieux de suicide peuvent être isolés de leur groupe. Ils sont régulièrement contrôlés par le personnel du centre et étroitement suivis par les services médical et social.

**Art. 107.** Le directeur de centre peut placer des occupants dignes de confiance aux côtés de l'occupant qui présente selon lui une propension particulière au suicide.

**Art. 108.** En cas de tentative de suicide, le service médical et, au besoin, les services de secours sont immédiatement appelés. Le directeur de centre doit en être immédiatement informé, dresser rapport et informer le Directeur général aussi rapidement que possible.

CHAPITRE IV. — *Incendie et alerte à la bombe*

**Art. 109.** Le membre du personnel qui remarque l'incendie, reçoit un message signalant une bombe ou détecte un colis suspect, doit prévenir les pompiers le plus rapidement possible. Ensuite, la procédure de lutte contre l'incendie et d'évacuation décrite dans le règlement d'ordre intérieur doit être mise en oeuvre.

Le directeur de centre doit être immédiatement informé. Il se rend sur place, dresse rapport et informe le Directeur général aussi rapidement que possible.

Des exercices d'alerte, d'alarme et d'évacuation sont organisés au moins une fois par an.

**Art. 110.** Si l'incendie a rendu le centre inutilisable, les occupants seront transférés vers un autre lieu.

TITRE V. — *Prescriptions administratives*CHAPITRE I. — *Mise en liberté et éloignement*

**Art. 111.** Lors de sa mise en liberté ou de son éloignement, l'occupant se voit restituer les biens mis en dépôt conformément à l'article 10 du présent arrêté, à l'exception des objets dangereux et interdits.

**Art. 112.** Lors de sa mise en liberté ou de son éloignement, l'occupant insolvable se verra remettre les moyens nécessaires afin de satisfaire ses besoins élémentaires durant les jours suivants.

CHAPITRE II. — *Naissance*

**Art. 113.** Un rapport accompagné d'un certificat du médecin du centre est aussitôt transmis au Directeur général par le directeur de centre ou son remplaçant concernant toute femme susceptible d'accoucher durant la période de maintien.

**Art. 114.** Le directeur de centre ou son remplaçant annonce la naissance d'un enfant à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance dans les trois jours, comme prévu à l'article 55 du Code civil.

CHAPITRE III. — *Décès*

**Art. 115.** Après qu'un médecin a constaté le décès d'un occupant et en a déterminé la cause, le directeur de centre le signale immédiatement au Directeur général, aux services de police et, conformément aux articles 80 et 84 du Code civil, à l'officier de l'état civil du lieu du décès.

**Art. 116.** La dépouille de l'occupant est placée dans une mortuaire.

**Art. 117.** Le directeur de centre procède à un inventaire des biens et documents de l'occupant décédé.

HOOFDSTUK III. — *Risico op zelfmoord*

**Art. 106.** De bewoners waarbij er een ernstig risico bestaat op zelfmoord kunnen worden gescheiden van hun leefgroep. Zij worden regelmatig gecontroleerd door het personeel van het centrum en nauwlettend opgevolgd door de medische en sociale dienst.

**Art. 107.** De centrumdirecteur mag betrouwbare medebewoners plaatsen bij de bewoner die zijns inziens een bijzondere neiging tot zelfmoord vertoont.

**Art. 108.** In geval van een zelfmoordpoging wordt onmiddellijk de medische dienst en, indien nodig, de hulpdiensten opgeroepen. De centrumdirecteur dient hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht te worden. Hij stelt een verslag op en brengt de Directeur-generaal zo snel mogelijk op de hoogte.

HOOFDSTUK IV. — *Brand en bomalarm*

**Art. 109.** Het personeelslid dat de brand opmerkt, een bommelding ontvangt of een verdacht pakket opmerkt, dient zo snel mogelijk de brandweer te verwittigen. Vervolgens start men de brandbestrijdings- en evacuatieprocedure zoals beschreven in het huishoudelijk reglement.

De centrumdirecteur dient onmiddellijk op de hoogte gebracht te worden. Hij begeeft zich ter plaatse, stelt verslag op en brengt de Directeur-generaal zo snel mogelijk op de hoogte.

Minstens één maal per jaar worden waarschuwings-, alarm- en evacuatie-oefeningen georganiseerd.

**Art. 110.** Indien het centrum omwille van brand onbruikbaar is geworden, zullen de bewoners overgebracht worden naar een andere plaats.

TITEL V. — *Administratieve voorschriften*HOOFDSTUK I. — *Invrijheidstelling en verwijdering*

**Art. 111.** Bij zijn invrijheidstelling of verwijdering worden aan de bewoner, behoudens de gevaarlijke en verboden voorwerpen, de goederen teruggegeven, die hij overeenkomstig artikel 10 van dit besluit in bewaring heeft gegeven.

**Art. 112.** Bij zijn invrijheidstelling of verwijdering worden aan de onvermogen bewoner de nodige middelen verstrekt om te voorzien in zijn basisbehoeften gedurende de eerstvolgende dagen.

HOOFDSTUK II. — *Geboorte*

**Art. 113.** Een verslag vergezeld van een getuigschrift van de geneesheer verbonden met het centrum wordt dadelijk bezorgd aan de Directeur-generaal door de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger in verband met elke vrouw waarvan de bevalling voorzien is tijdens haar vasthoudingsperiode.

**Art. 114.** De centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger doet binnen de drie dagen aangifte van de geboorte van het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het kind is geboren, zoals bepaald in artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK III. — *Overlijden*

**Art. 115.** Nadat een arts het overlijden van een bewoner heeft vastgesteld en er de oorzaak van heeft opgegeven, meldt de centrumdirecteur dit dadelijk aan de Directeur-generaal, de politiediensten en aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van overlijden, overeenkomstig de artikelen 80 en 84 van het Burgerlijk Wetboek.

**Art. 116.** Het stoffelijk overschot van de bewoner wordt in een mortuarium geplaatst.

**Art. 117.** De centrumdirecteur maakt een inventaris op van de bezittingen en documenten van de overleden bewoner.

**Art. 118.** Lorsque les personnes apparentées au défunt souhaitent emporter le corps, elles endossent les frais d'enterrement. Si elles ne souhaitent pas recevoir le corps, les frais d'enterrement incombent à l'Office des étrangers. Ce service peut dans ce cas user de la faculté de se dédommager sur le patrimoine que le défunt aurait laissé. L'inhumation a lieu dans le cimetière de la commune sur le territoire de laquelle est situé le centre, conformément aux dispositions de l'article 77 du Code civil.

**Art. 119.** Le solde éventuel du patrimoine ainsi que les objets ayant appartenu au défunt sont mis à la disposition de ses héritiers. Si les héritiers ne se sont pas présentés dans les six mois, le solde est versé à la Caisse des dépôts et consignations et les objets transmis à l'Administration des Domaines. Ces objets sont mis en vente et le produit de celle-ci est également versé à la Caisse des dépôts et consignations.

#### TITRE VI. — Plaintes individuelles d'occupants, surveillance des centres et rapport annuel

**Art. 120.** Chaque occupant a le droit de parler au directeur de centre ou à son remplaçant. Il doit en faire la demande auprès du service social.

**Art. 121.** Le Ministre institue une commission qui est chargée de la surveillance permanente de la qualité du séjour dans les centres.

La commission est présidée par un magistrat et est composée au minimum des membres suivants :

1° deux représentants du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme;

2° deux représentants de l'Office des étrangers.

Si elle l'estime nécessaire, la commission peut demander au Ministre l'autorisation de se faire assister par des experts.

Ces experts peuvent être adjoints à la commission de manière permanente ou non, mais ne font pas partie de celle-ci.

**Art. 122.** Chaque centre établit un rapport annuel.

Y figurent au moins :

— le nombre total d'occupants inscrits par nationalité;

— la durée moyenne du séjour par occupant et par nationalité;

— le nombre total d'évasions;

— le nombre total de transferts vers les prisons, autres centres ou autres établissements;

— le nombre total de refoulements et de rapatriements par nationalité;

— le nombre total de mises en liberté et les motifs de celles-ci, par nationalité;

— le nombre d'isolations, la durée moyenne et les motifs de celles-ci, par nationalité;

— le coût moyen par occupant.

Ce rapport est transmis au Ministre et à la commission mentionnée à l'article 121.

#### TITRE VII. — Dispositions finales

**Art. 123.** Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**Art. 118.** Indien de verwanten van de overledene het lijk wensen mee te nemen, dragen zij de begrafenis kosten. Als de verwanten het lijk niet wensen in ontvangst te nemen dan vallen de begrafenis kosten ten laste van de Dienst Vreemdelingenzaken. Deze dienst kan in dit geval de begrafenis kosten verhalen op het vermogen van de overledene. De teraardebestelling heeft dan plaats op de begraafplaats van de gemeente van de plaats waar het centrum zich bevindt, conform de bepalingen van artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek.

**Art. 119.** Het eventueel saldo van het vermogen, evenals de voorwerpen die aan de overledene toebehoren, worden ter beschikking gesteld van zijn erfgenamen. Als de erfgenamen zich na zes maanden niet hebben aangeboden wordt dat saldo gestort bij de Deposito- en consignatiekas en worden de goederen overhandigd aan de Administratie der Domeinen. Deze worden verkocht en de opbrengst wordt eveneens gestort bij de Deposito- en consignatiekas.

#### TITEL VI. — Individuele klachten van bewoners, toezicht op de centra en het jaarverslag

**Art. 120.** Elke bewoner heeft het recht de centrumdirecteur of zijn plaatsvervanger te spreken. Hij vraagt hiertoe een afspraak via de sociale dienst.

**Art. 121.** De Minister richt een commissie op, die wordt belast met een permanent toezicht op de kwaliteit van de verblijfsomstandigheden in de centra.

De commissie wordt voorgezeten door een magistraat en bestaat minstens uit volgende leden :

1° twee afgevaardigden van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding;

2° twee afgevaardigden van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Indien de commissie zulks nodig acht, kan ze de Minister vragen de bijstand te krijgen van deskundigen.

Deze deskundigen kunnen al dan niet permanent toegevoegd worden aan de commissie, maar zijn er geen lid van.

**Art. 122.** Elk centrum maakt een jaarverslag op.

Hierin zijn minstens opgenomen :

— het totaal aantal ingeschreven bewoners, uitgesplitst naar nationaliteit;

— de gemiddelde verblijfsduur per bewoner, uitgesplitst naar nationaliteit;

— het totaal aantal ontsnappingen;

— het totaal aantal overbrengingen naar strafinstellingen, andere centra of andere instellingen;

— het totaal aantal terugdrijvingen en repatriëringen, uitgesplitst naar nationaliteit;

— het totaal aantal vrijstellingen en de redenen daarvan, uitgesplitst naar nationaliteit;

— het aantal plaatsingen in afzondering, hun gemiddelde duur en de redenen daartoe, uitgesplitst naar nationaliteit;

— de gemiddelde kostprijs per bewoner.

Dit verslag wordt overgemaakt aan de Minister en aan de Commissie bedoeld in artikel 121.

#### TITEL VII. — Slotbepalingen

**Art. 123.** Onze Minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE